



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Février 2026 - n°43

- **Affaire Quentin Deranque - une chronologie des faits (page 3)**
- **Le lynchage de Quentin Deranque / Violence et brutalité / La Jeune Garde / Deux décrets de dissolution (page 13)**
- **Le contexte politique français de l'affaire Quentin Deranque et la question des « squads » comme mode opératoire (page 28)**
- **Raphaël Arnault, le prototype du petit-bourgeois utilisant la gauche de la gauche pour sa carrière (page 41)**
- **Quelques réactions politiques significatives à la suite de la mort de Quentin Deranque (page 43)**
- **La marche de l'ultra-droite en hommage à Quentin Deranque, samedi 21 février 2026 à Lyon (page 49)**
- **Tribune de 180 personnalités - « Affirmer notre antifascisme : le devoir du moment » (page 51)**
- **La France Insoumise et la Jeune Garde : un front sur la ligne historique des trotskistes de l'OCI et de la CGT-FO (page 55)**
- **Développement continu de l'économie de guerre en France et centralité du complexe militaro-industriel : un tableau du noyau dur de l'État bourgeois décadent pour préparer la rupture (page 62)**
- **Le conflit militaire en Ukraine : un milieu de partie aux yeux de la Russie assumant sa ligne sibérienne 2026 (page 79)**

Ce numéro de *Crise* intervient alors qu'une crise politique s'est produite en France avec la mort d'un jeune activiste catholique intégriste qui fréquentait les réseaux de l'ultra-droite.

Faut-il dire ultra-droite ou extrême-droite, c'est bien entendu une réelle question politique en soi, tellement la société de consommation a délavé les idéologies et poussé à un rapport consommateur à toutes les visions du monde.

Il faut ajouter à cela la quête identitaire et la tentation du repli communautaire, qu'on retrouve de manière très régulière, notamment dans la jeunesse. Pour l'affaire concernée, on parle tout de même ici d'un jeune qui s'est converti au catholicisme, ce qui produit aisément le zèle fanatique du néophyte, et dont la mère est latino-américaine, ce qui ne correspond guère à la vision ethnique du « racisme » et au culte nationaliste des « racines ».

On ne trouvera pas vraiment de cohérence ici, ni d'ailleurs dans l'ensemble des réactions françaises, mais c'est justement une des caractéristiques de la crise générale du capitalisme que de faire voler en éclats les mentalités, le regard sur les choses, les concepts, les valeurs, etc.

éditorial

Ce qu'il y a lieu de noter dans tout ça, et c'est peut-être le plus important, c'est que les choses se crispent partout dans le monde. Et l'être humain étant un produit de la réalité historique, il se ramène à une chose et se crispe aussi.

Les gens deviennent fragiles, agressifs ; ils n'ont plus de point de repère et vivent au jour le jour sur le tas, ayant abandonné toute conception de la vie. Ils s'imaginent tolérants, mais sont en réalité libéraux ou indifférents.

Ils pensent être désabusés, désenchantés et ne croient plus au peuple, en les valeurs collectives... Alors qu'en réalité, ils n'y ont jamais cru. Bref, les gens se sont fait manger par le capitalisme, et le découvrent avec tristesse.

Nous sommes là pour montrer l'autre aspect historique de cette réalité historique, de cette situation nouvelle – la révolution !

Nous encourageons à visiter les sites suivants :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

AFFAIRE QUENTIN DERANQUE – UNE CHRONOLOGIE DES FAITS

Jeudi 12 février 2026

- Une conférence de l'euro-députée France insoumise Rima Hassan est prévue entre 18h et 20h à Science Po Lyon.

- À 17H40 des militantes du collectif de femmes identitaires Nemesis déploient une banderole « dehors les islamo-gauchistes » et sont violemment prises à partie par des étudiants antifascistes venus assister à la conférence. Elles dénoncent cette agression dans la foulée sur les réseaux sociaux à l'aide de vidéos.

Hors champ médiatique (les images et les événements seront révélés plus tard) : vers 17h55, à 400 mètres de l'action de Nemesis, une rixe éclate entre un groupe d'ultra-droite et des « antifas ».

Quelques minutes plus tard, le groupe d'ultra-droite est contraint à la fuite, laissant trois individus isolés 170 mètres plus loin sur lesquels un groupe d'une dizaine de personnes s'acharne, alors qu'ils sont à terre. L'un d'eux, en particulier, est Quentin Deranque.

À 19h40 les services de secours prennent en charge Quentin Deranque dans un état critique. On saura par la suite que ses blessures étaient mortelles.

Vendredi 13 février 2026

C'est le début de l'affaire dans les médias.

- 14h43 : communiqué officiel de Némésis sur l'état de mort cérébrale de Quentin Deranque.

Le collectif le présente comme « présent pour assurer leur sécurité », aux côtés alors d'une quinzaine d'autres identitaires, et affirme qu'il a été victime d'une « trentaine d'antifascistes », dont Jacques Elie Favrot, collaborateur d'élus de Raphaël Arnault (FI).

- Réactions à droite :

- Marine Le Pen : « L'agression effroyable qui a eu lieu à Lyon et qui laisse un jeune homme de 20 ans entre la vie et la mort, appelle le gouvernement à sortir de sa torpeur face à des milices d'extrême-gauche qui depuis des années, s'appuyant sur la complaisance et le soutien de partis tels que la France insoumise, multiplient dans l'espace public intimidations, menaces et agressions. La démocratie ne saurait accepter plus longtemps ceux qui veulent l'abattre. Compte tenu de la gravité des menaces et des intentions criminelles clairement manifestées, le gouvernement doit considérer ces milices comme des groupes terroristes. Ce qui implique qu'elles soient traitées comme tels et que leur soient appliqués la législation et les textes en vigueur en la matière. »

- Jordan Bardella : « Après une violente agression par des membres de la Jeune Garde, dont certains seraient proches du député LFI Raphaël Arnault, un militant proche du Collectif Némésis est entre la vie et la mort. Les faits sont d'une extrême gravité et appellent la mobilisation de l'ensemble de la classe politique. L'impunité de l'extrême gauche doit cesser : outre la condamnation exemplaire des coupables, je souhaite que la dissolution de ce groupuscule soit enfin effective. Il est temps de prendre conscience du danger que représentent, pour nos institutions, pour la démocratie et la société, l'extrême gauche, son intolérance qui cherche à éliminer toute pensée différente, y compris en recourant à l'intimidation et à la violence. »

- Marion Maréchal : « Un jeune homme de 24 ans, a été lynché par un commando antifa alors qu'il assurait la sécurité des filles du @Coll_Nemesis, hier soir à Lyon. Il est entre la vie et la mort. Toutes mes pensées et prières vont vers lui et ses proches. L'impunité judiciaire et la complaisance médiatique avec la gauche radicale ont conduit à ce drame. La LFI a elle aussi du sang sur les mains quand on connaît ses liens avec ces groupes violents et ses appels permanents au chaos et à la haine. »

- Bruno Retailleau : « Le tabassage à mort de Quentin par des militants d'ultra gauche est un témoignage horrifiant de l'extrême violence qui règne dans les satellites qui gravitent autour de LFI. J'adresse à la famille et aux amis de Quentin toutes mon soutien, et souhaite que l'enquête aboutisse rapidement afin que justice soit faite. »

- Réactions à gauche :

- Manuel Bompard (reposté sans commentaire par Raphaël Arnault, porte-parole historique de la Jeune Garde) : « A la suite d'affrontements violents à Lyon ce jeudi soir, un jeune homme est entre la vie et la mort. Nos pensées vont à lui et à ses proches. La France insoumise condamne avec la plus grande fermeté toute violence physique, comme elle l'a toujours fait. Contrairement à ce que certains veulent faire croire, à aucun moment, Rima Hassan ou les équipes de la France insoumise qui l'accompagnaient pour la conférence organisée à l'IEP de Lyon n'ont eu de contact avec les groupuscules fascistes qui ont tenté de la perturber. Une enquête est en cours et elle doit établir les circonstances et les responsabilités. Ce climat de violences doit cesser. Personne ne doit perdre sa vie pour ses idées. »

- Marine Tondelier : « Je m'associe à la déclaration de Grégory Doucet. De telles violences n'ont rien à faire en politique comme dans notre société en général. Toutes mes pensées sont tournées vers Quentin, qui se trouve actuellement entre la vie et la mort. Et je fais confiance à la justice pour déterminer les responsabilités. »

- Grégory Doucet (dans Lyon Mag) : « Je condamne avec la plus grande fermeté la rixe d'une extrême violence qui s'est déroulée hier à Lyon. Rien ne peut justifier de tels affrontements. J'apporte mon plein soutien à la victime, ainsi qu'à ses proches. La Ville de Lyon est à la disposition de la Justice pour faire toute la lumière sur ces événements dramatiques »

Samedi 14 février

- Dégradations de locaux la France Insoumise dans la nuit du 13 au 14.

- Décès de Quentin Deranque.

- Réactions à droite :

- Marine Le Pen (reposté par Jordan Bardella) : « Après s'être accroché à la vie, Quentin a rendu son dernier souffle. À sa famille et à ses proches éprouvés par cette terrible épreuve, j'adresse mes pensées émues et ma profonde compassion. À la douleur insondable de la perte d'un enfant ne doit pas succéder l'insupportable impunité des barbares responsables de ce lynchage. Il appartiendra à la justice de juger et de condamner avec la plus grande rigueur cet acte criminel d'une violence inouïe. »

○ François-Xavier Bellamy, reposté par Bruno Retailleau : « Quentin est mort. Quelle immense tristesse, et quelle colère. Son avocat revient sur les derniers éléments connus : « un guet-apens, méthodiquement préparé, tendu par des individus en très large surnombre et armés, pour certains le visage masqué, qui auraient frappé Quentin à la tête alors même qu'il gisait au sol inanimé. » Colère devant la haine sans limite de ces criminels contre un jeune qui n'avait jamais montré la moindre violence. Colère contre des élus et des médias qui relativisent l'injustifiable, en évoquant une « rixe » pour décrire un lynchage. En ne parlant d'extrémisme que pour accuser la victime. Et en passant depuis si longtemps sous silence la violence décomplexée de ces fanatiques au sein de nos universités... Entre ceux qui protestaient paisiblement et ceux qui ont frappé à mort, l'extrémisme et le fascisme ne sont que du camp des bourreaux. Toute la classe politique française devrait être unie aujourd'hui pour condamner cette extrême-gauche prête à tuer au nom de son délire, et pour la faire interdire. De tout coeur ce soir avec la famille de Quentin et ses amis. Nous sortirons cette force violente qui menace la démocratie de toutes nos institutions, de nos amphis jusqu'à l'Assemblée nationale. Nous le lui devons désormais. »

○ Eric Ciotti : « Quentin est décédé. Un jeune Français, tabassé, massacré, lynché, par les milices d'extrême gauche, dans le quasi silence médiatique. Terrible reflet d'une époque devenue barbare. »

• Réactions à gauche :

○ Jean-Luc Mélenchon : « Cette nuit, nos locaux et permanences ont été attaqués dans tout le pays après l'appel de Retailleau et de Le Pen qui ont couvert et répété des accusations sans aucun fondement contre les insoumis en exploitant le drame survenu à Lyon. La violence de l'extrême droite s'est déjà manifestée contre plusieurs de nos réunions et de nos dirigeants sans aucune réaction des autorités. J'appelle les insoumis à la plus grande vigilance. »

○ Raphaël Arnault (c'est une réaction très attendue puisqu'il est le porte-parole historique de la Jeune Garde, dont très rapidement certains membres sont présentés comme impliqués dans l'affaire par les médias) : « J'apprends ce décès avec horreur et dégoût. Ce que je redoute depuis des années à Lyon se perpétue. J'adresse mes condoléances à la famille de ce jeune homme et je souhaite que toute la lumière soit faite sur ce drame. »

○ Olivier Faure : « Le niveau de violence atteint est inacceptable. Dans une démocratie personne ne devrait mourir pour ses idées. Toutes mes pensées pour la famille de Quentin. A la police et à l'autorité judiciaire de mener une enquête diligente et de rendre la justice. »

○ Fabien Roussel : « À Lyon, un jeune homme est mort des suites d'une agression. Un drame. Une famille en deuil, des proches bouleversés. Il faut arrêter avec cette violence en politique en qui mènera toujours à des tragédies. Que toute la lumière soit faite et que justice soit rendue. »

• TF1 diffuse la première vidéo du lynchage au 20H, ainsi que le témoignage d'un riverain témoin de la scène. On y voit trois personnes malmenées par un groupe d'une dizaine de personnes, deux sont battues au sol, parmi elles une silhouette au sol qui ne se relève pas tandis que finalement les deux autres parviennent à s'enfuir. On suppose qu'il s'agit de Quentin Deranque.

Dimanche 15 février

• Hommage à Quentin Deranque à Paris place de la Sorbonne, avec plusieurs dizaines de personnes, dont Marion Maréchal et Eric Zemmour.

• Eric Ciotti annonce sur X demander une minute de silence à l'Assemblée nationale pour rendre hommage à Quentin Deranque.

• La FI se dissocie des antifascistes en expliquant que les deux événements (la conférence de Rima Hassan) et le lynchage n'avaient aucun lien.

• Première réaction de Révolution Permanente avec un article introduit comme suit : « La mort d'un militant lié à des groupes néofascistes et antisémites lyonnais a déclenché une offensive de l'extrême-droite, reprise au plus haut sommet de l'État. Regretter cette mort ne doit pas empêcher le mouvement ouvrier et la gauche de dénoncer l'instrumentalisation politique en cours et de faire front face à l'offensive autoritaire qui se prépare. »

• Première réaction de Nathalie Arthaud sur X : « La mort dans une rixe de Quentin D est tragique. Mais l'indignation de Macron-Le Pen est sélective : les nervis d'extrême droite font le coup de poing contre immigrés, mil de gauche, homos. Ils sont dangereux mais c avec l'unité et l'orga des travailleurs qu'ils seront combattus. »

Lundi 16 février

- Première réaction personnelle d'Anasse Kazib, figure de Révolution permanente : « Tout mon soutien à la France Insoumise, aux candidats dont les locaux ont été attaqués par l'extrême droite et aux camarades de Solidaires Lyon. De Le Pen à l'Action Française, en passant par Retailleau, Attal ou Macron, on assiste à une offensive incroyable. La violence de l'extrême-droite, de son idéologie raciste et suprémaciste ou encore sa politique d'aller attaquer systématiquement les réunions, bars ou manifestations de gauche sont totalement passées sous silence, pour faire passer la gauche pour les « vrais » violents. Combien de jeunes noirs et arabes l'extrême-droite a tué ces dernières années. Rien qu'en janvier, Ismaël Ali, 20 ans, a été retrouvé mort dans un étang près de Lyon, Ahmad, 17 ans, a eu le visage lacéré par trois hommes cagoulés qui l'ont traité de « sale arabe » à Décines-Charpieu. Où étaient les journalistes et politiciens à ce moment-là ? Il faut refuser l'instrumentalisation en cours, qui est une opération politique de blanchiment de l'extrême-droite néofasciste la plus violente et de criminalisation de la gauche radicale. Quoi que l'on pense de ce qui s'est passé, il faut faire front pour défendre le droit à s'opposer à l'extrême-droite et à ses idées et défendre la France Insoumise. C'est par la solidarité par en bas, qu'on pourra s'opposer au durcissement autoritaire qui va tous nous frapper, mais aussi faire reculer l'extrême-droite qui cherche à profiter de la situation pour avancer. »

- Conférence de presse du procureur de la République de Lyon retraçant les faits.

Mardi 17 février

- Le Canard Enchaîné dévoile une vidéo d'une rixe précédant la mort de Quentin Deranque. Elle montre les antifascistes reconnaissables à leurs vêtements plus tard sur la vidéo du lynchage faisant face à un groupe d'une vingtaine de militants d'extrême-droite tout vêtus de noir et armés d'armes par destination (parapluie, béquille, gants coqués), selon toute vraisemblance, parmi eux était Quentin Deranque.

- L'Assemblée nationale observe une minute de silence pour Quentin Deranque, en l'absence d'un certain nombre de députés FI. Une députée Horizon reste assise pour « protester » pour « les femmes et enfants victimes de violence, qui meurent trop souvent dans une forme d'indifférence ».

- Fin du contrat parlementaire de Jacques-Elie Favrot (mis en cause dans l'affaire), annoncé par Raphaël Arnault : « Comme indiqué par un communiqué de son avocat, mon collaborateur Jacques-Elie Favrot a cessé toutes ses activités parlementaires. Dès hier avant d'apprendre son interpellation ce soir, nous avons engagé auprès des services de l'Assemblée les procédures pour mettre fin à son contrat. À l'enquête désormais de déterminer les responsabilités. »

- Conférence du « Moment politique » de Jean-Luc Mélenchon, dans les locaux du Parti Ouvrier Indépendant. Il exprime son soutien historique à la Jeune Garde et son plein soutien actuel à Raphaël Arnault.

- Un front d'une partie de la gauche se forme autour de LFI contre le narratif médiatique visant les « antifas » en général, tout en restant dissociés des violences ayant conduit à la mort.

- Arrestation de 7 suspects, dont un assistant parlementaire de Raphaël Arnault, Jacques-Elie Favrot.

- Annonce d'une manifestation d'hommage par les identitaires pour le 21 février (soit 9 jours après le lynchage). 2000 à 3000 personnes d'ultra droite sont attendues. Propos de l'organisatrice Aliette Espieux : « Après, s'il n'y a pas la justice qui est faite ou si elle est rendue impossible à cause du délai pris par la justice, on passera de la colère à la vengeance ». Des manifestations prévues dans d'autres villes comme Rennes, Nice, Saint-Brieuc, Quimperlé (à l'initiative de Reconquête!), ceux de Laval et Brest sont interdit, le RN d'Avignon renonce à son rassemblement.

Mercredi 18 février

- Le nombre d'arrestation monte à 11 personnes, dont deux femmes. Au moins quatre d'entre eux sont d'anciens membres de la Jeune Garde. Trois hommes et deux femmes sont relâchés à l'issue de la garde à vue. On apprend par la suite que trois assistants parlementaires sont concernés et qu'un des suspects est déjà mis en examen pour une agression antisémite sur un jeune de 15 ans en 2024.

- Hommage de 150 personnes pour Quentin Deranque organisé à Nantes par l'antenne locale du collectif Nemesis. Une contre-manifestation « antifa » interdite. Le rassemblement consista notamment en une prière sur le parvis de la basilique Saint-Donatien-et-Saint-Rogatien, à côté d'une statue de Jeanne d'Arc.

Jeudi 19 février

- Lors d'un point presse tenu à New Delhi en Inde, Emmanuel Macron appelle « les partis extrêmes à faire le ménage », car « en République, il n'y a pas de place pour les mouvements qui adoptent et légitiment la violence. »

- Des appels au soutien des suspects détenus émanent timidement de la part de l'ultra-gauche, dont l'Action antifasciste Paris-Banlieue (« Plus que jamais, il convient de réaffirmer la ligne qui est la nôtre, l'autodéfense populaire: s'organiser face aux fascistes et, même quand la tempête fait rage, faire bloc contre la répression ») ou la Caisse des Solidarités, qui est un collectif Lyonnais d'accompagnement juridique des mouvements sociaux (« Il est urgent de reprendre au sérieux la question des prisons, de s'organiser collectivement et rapidement pour soutenir les futurs incarcérés et développer des réseaux de solidarité autour de ces espaces et de toutes les personnes qui y sont confrontées. Il est nécessaire de maintenir cette solidarité sur le long terme »).

- Nathalie Arthaud dénonce « une cabale politique écœurante contre LFI et je n'hurlerai pas avec les loups. »

- Une déclaration de la Présidente du Conseil italienne Georgia Meloni agace Emmanuel Macron : « Le meurtre du jeune Quentin Deranque en France est un événement bouleversant et profondément douloureux. La mort d'un jeune homme d'à peine plus de vingt ans, agressé par des groupes liés à l'extrémisme de gauche et emporté par un climat de haine idéologique qui traverse plusieurs pays, est une blessure pour toute l'Europe. Aucune idée politique, aucune opposition idéologique ne peut justifier la violence ou transformer la confrontation en agression physique. Lorsque la haine et la violence remplacent le dialogue, c'est toujours la démocratie qui en pâtit. »

- Le sous-département d'État au contre-terrorisme américain déclare : « Les informations, corroborées par le ministre français de l'Intérieur, selon lesquelles Quentin Deranque aurait été tué par des militants d'extrême gauche, devraient tous nous préoccuper. L'extrémisme violent de gauche est en hausse et son rôle dans la mort de Quentin Deranque démontre la menace qu'il représente pour la sécurité publique. Nous continuerons à suivre la situation et espérons que les auteurs de ces violences seront traduits en justice. »

- 100 personnes réunies à Tours, 60 à Metz en hommage à Quentin Deranque.

Vendredi 20 février

- Une vidéo plus complète de la première rixe est largement diffusée, montrant un tabassage au sol par les « antifa » d'un membre du groupe adverse, qui semble vouloir lui venir en aide. Le Canard enchaîné avait tronqué sa vidéo de plusieurs secondes.

- L'avocat de la famille de Federico Aramburu, rugbyman tué par balle par le militant neofasciste Loïc Le Priol, dénonce l'hommage fait à Quentin Deranque à l'Assemblée nationale.

- Une longue déclaration de Dominique De Villepin dénonçant la mise dos à dos des violences d'extrême-droite et d'extrême-gauche, un extrait : « La France Insoumise a aujourd'hui une responsabilité particulière : celle de ne pas surenchérir et de ne pas stériliser, dans une posture défensive et belliqueuse, une partie de l'électorat. La radicalité, lorsqu'elle devient un style, finit par devenir une mécanique. Et cette mécanique, tôt ou tard, échappe à ceux qui prétendent la conduire. Cela suppose pour LFI de clarifier ses positions, de tenir ses rangs, de rompre avec toute ambiguïté, et de faire prévaloir le débat sur la mise en tension permanente. Cela suppose un discours réfléchi, profond et ouvert. Cela suppose aussi d'accepter l'inconfort : reconnaître qu'on a pu alimenter la tension, même sans vouloir la violence. Je le dis avec force, parce que le basculement est possible. Il faut le dire sans détour : LFI fait tout autant le jeu du RN en s'arc-boutant sur sa rhétorique que certains responsables de gauche en acceptant de renvoyer dos à dos les violences. »

- Marine Tondelier : « Je veux une minute de silence à l'Assemblée nationale pour toutes les victimes de féminicides, de meurtres racistes ou LGBTphobes. »

- Thomas Portes : « Des ratonnades se préparent à Lyon. Sur les boucles des groupuscules nazis les appels à la violence circulent. Demain à Lyon si vous n'avez pas la bonne couleur de peau, le bon patronyme ou la bonne religion vous êtes en danger. Immense responsabilité de Laurent Nunez qui a fait le choix de laisser défiler les nazis de toute l'Europe. »

- Médiapart révèle qu'un assistant parlementaire RN Vincent Claudin, appelant à la manifestation pour Quentin Deranque était membre du groupuscule néofasciste « Lyon Populaire » jusqu'en 2024.

Samedi 21 février

- Annonce d'Emmanuel Macron d'une réunion ministérielle pour « faire un point complet sur l'ensemble des groupes violents » en début de semaine, ainsi qu'un appel au calme, « dans la République, aucune violence n'est légitime. »

- Rassemblement calme à Rennes de 100 personnes sous le slogan « antifas assassins, justice pour Quentin » et une contre-manifestation de 250 personnes avec une banderole « ici on pleure pas les nazis », masqués avec des torches fumigènes (typique de la culture ultra des stades de football).

- Rassemblement Reconquête à Saint-Brieuc

- Manifestation de Lyon en hommage à Quentin Deranque organisée par Aliette Espieux, fondatrice de génération, une structure luttant contre l'avortement, et mariée à Eliot Bertin. Ce dernier est un ex-militant du groupuscule néonazi Lyon populaire (dissous) mis en examen pour association de malfaiteurs après l'attaque d'une conférence pro-Palestine en 2023. Une messe à l'église Saint-George la précède. 3200 personnes manifestent, présence de figures de mouvements identitaires nationalistes, catholique intégriste, etc.

Le cortège défile jusqu'au lieu du lynchage, une banderole « Adieu camarade » est déployée, des torches allumées et des chants entonnés (« La Ligue Noire », « La cavalcade »).

- La préfète du Rhône émet trois signalements pour insultes racistes et saluts nazis en marge de l'hommage.

Dimanche 22 février

- Emmanuel Macron convoque l'ambassadeur américain Charles Kushner après qu'il a dit suivre l'enquête concernant la mort de Quentin Deranque « de très près », il commente n'avoir « aucune leçon, s'agissant de la violence en particulier, à recevoir de l'internationale réactionnaire ».

Le lynchage de Quentin Deranque

Nous, nous ne sommes pas comme ça. Il faut le dire ! La révolution c'est fusiller, emprisonner, mettre en camp de travail. C'est quelque chose de violent. Comme l'a dit Mao Zedong, « la révolution n'est pas un dîner de gala ».

Nous sommes cependant portés par des valeurs humaines révolutionnaires, avec au fondement de tout, finalement, la dignité. Une dignité historique de l'humanité qui s'arrache au cannibalisme pour passer à la civilisation.

Ainsi, nous n'avons rien à voir avec les réactionnaires, qui eux n'hésitent pas à assassiner, torturer, manipuler, brutaliser, terroriser.

Les masses ont tout à fait conscience de cela. Si en France, comme en Belgique, les régimes politiques ont une certaine légitimité, c'est parce qu'on n'affronte pas un État terroriste. Et s'il est une chose que les masses réprouvent, c'est le terrorisme, non pas seulement comme violence gratuite, mais comme engrenage conduisant aux pires abjections.

Qui seraient, en effet, les premières victimes d'une telle catastrophe ? Les masses elles-mêmes, et elles le savent.

Il faut dire tout cela, sans quoi on ne peut pas comprendre la réaction populaire en France à la mort de Quentin Deranque. Qu'il y ait un affrontement politique, soit ; qu'une personne soit morte, soit. Mais affronter une vidéo où une personne se fait lyncher au sol, dans un déferlement de violence, c'est odieux.

Personne ne peut accepter ça. Voir un homme à terre et un autre s'asseoir sur lui pour lui asséner des coups de poing, cela soulève le coeur. Voir quelques secondes plus tard un autre passer à côté de cet homme à terre, et lui frapper la tête d'un coup de pied, c'est macabre.

Quand en plus, cela se déroule dans une scène générale où des hommes courent dans tous les sens pour se livrer à de tels actes, on est traumatisé.



Voilà le vrai fond de l'affaire Quentin Deranque. Pour les masses, c'est une expression de décivilisation, de retour en arrière dans la barbarie.

Cela correspond trop aux abjections suintant de la société capitaliste pour que les gens ne voient pas de quoi cela relève. Et ils disent non, ils ne veulent pas de cela.

Jean Genet

Violence et brutalité

Nous, révolutionnaires, sommes pour la violence révolutionnaire, que nous opposons à la violence contre-révolutionnaire, de la même manière que nous opposons le juste et l'injuste.

Nous sommes pour la révolution, et la révolution est une guerre révolutionnaire, une guerre du peuple, où les ennemis sont anéantis.

Mais la guerre que nous voulons est une guerre révolutionnaire. Elle se fonde sur des principes moraux et juridiques, qui excluent par définition l'humiliation, la torture, la dégradation morale.

L'écrivain français Jean Genet trouve des mots assez justes pour expliquer cela en 1977, où il oppose la violence à la brutalité. Il prend dans son texte la défense de la Fraction Armée Rouge, une guérilla urbaine alors active en Allemagne de l'Ouest.

Il distingue bien son action de la brutalité, qui a elle une portée à la fois gratuite et perverse. Cela va bien plus loin que le point de vue déjà totalement critiquable selon lequel « les moyens justifient les fins » : avec la brutalité, on est dans la déshumanisation, dans la cruauté comme fin en soi.

« Les journalistes jettent à la volée des mots qui en mettent plein la vue sans trop se préoccuper de la lente germination de ces mots dans les consciences.

Violence – et son complément non-violence, sont un exemple.

Si nous réfléchissons à n'importe quel phénomène vital, selon même sa plus étroite signification qui est : biologique, nous comprenons que violence et vie sont à peu près synonymes.

Le grain de blé qui germe et fend la terre gelée, le bec du poussin qui brise la coquille de l'œuf, la fécondation de la femme, la naissance d'un enfant relèvent d'accusation de violence.

Et personne ne met en cause l'enfant, la femme, le poussin, le bourgeon, le grain de blé.

Le procès qui est fait à la « R.A.F. » (Rote Armee Fraction [Fraction armée rouge]), le procès de sa violence est bien réel, mais l'Allemagne fédérale et, avec elle toute l'Europe et l'Amérique veulent se duper.

Plus ou moins obscurément, tout le monde sait que ces deux mots : procès et violence, en cachent un troisième : la brutalité.

La brutalité du système.

Et le procès fait à la violence c'est cela même qui est la brutalité.

Et plus la brutalité sera grande, plus le procès infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire.

Plus la brutalité est cassante, plus la violence qui est vie sera exigeante jusqu'à l'héroïsme.

Voici une phrase d'Andréas [Baader] : « la violence est un potentiel économique ».

Quand la violence est définie ou décrite comme plus haut, il faut dire ce qu'est la brutalité : le geste ou la gesticulation théâtraux qui mettent fin à la liberté, et cela sans autre raison que la volonté de nier ou d'interrompre un accomplissement libre.

Le geste brutal est le geste qui casse un acte libre.

En faisant cette distinction entre violence et brutalité, il ne s'agit pas de remplacer un mot par un autre en laissant à la phrase sa fonction accusatrice à l'égard des hommes qui emploient la violence.

Il s'agit plutôt de rectifier un jugement quotidien et de ne pas permettre aux pouvoirs de disposer à leur gré, pour leur confort, du vocabulaire, comme ils l'ont fait, le font encore avec le mot brutalité qu'ils remplacent ici, en France, par « bavures » ou « incidents de parcours ».

Comme les exemples de violence nécessaire sont incalculables, les faits de brutalité le sont aussi puisque la brutalité vient s'opposer toujours à la violence. Je veux dire encore à une dynamique ininterrompue qui est la vie même.

La brutalité prend les formes les plus inattendues, pas décelables immédiatement comme brutalité : l'architecture des H.L.M., la bureaucratie, le remplacement du mot – propre ou connu – par le chiffre, la priorité, dans la circulation, donnée à la vitesse sur la lenteur des piétons, l'autorité de la machine sur l'homme qui la sert, la codification des lois prévalant sur la coutume, la progression numérique des peines, l'usage du secret empêchant une connaissance d'intérêt général, l'inutilité de la gifle dans les commissariats, le tutoiement policier envers qui a la peau brune, la courbette obséquieuse devant le pourboire et l'ironie ou la grossièreté s'il n'y a pas de pourboire, la marche au pas de l'oie, le bombardement d'Haïphong [port du Viet-Nam ravagé entre 1967 et 1973 par les bombardements américains], la rolls-Royce de quarante millions...

LA JEUNE GARDE

Pour les gens à gauche de la gauche, la Jeune Garde est connue pour l'utilisation des réseaux sociaux, où un texte était associé à une ou plusieurs photographies. Voici un exemple.

05/05/21 à Lyon :

Balade de 4 antifas de la Jeune Garde dans le secteur de Perrache.

2 fafs apparaissent avec t-shirt croix celtique. Ça enclenche, les deux, rapidement isolé, prendront cher.

Un des « leaders » de Lyon Populaire (ex BS) qui gère Ouest Casual [outil de revendication sur les réseaux sociaux opérant de manière similaire mais à l'extrême-droite] tente de s'échapper en courant mais finalement se fait rattraper

sale. Sauvé par l'arrivée de la bac, le fameux leader au sol suppliait pour que ça s'arrête.



Le paradoxe était qu'en même temps, la Jeune Garde se présentait non pas comme des groupes opérant de manière masquée, mais comme une organisation apparaissant à découvert, soucieuse de promouvoir l'antifascisme de manière unitaire.

Ce n'est pas là quelque chose de cohérent, mais c'est fondamentalement lié à la ville de Lyon. Dans cette ville, l'extrême-droite est ouvertement visible, tant parce qu'elle est très présente dans un quartier en particulier, que parce que le public du club de football de l'Olympique lyonnais connaît une importante influence nationaliste.

La « Jeune Garde » naît ici en 2018 du terrain activiste autour du collectif unitaire « Fermons les locaux fascistes », qui avait pour but de mettre la pression sur les autorités pour faire fermer les locaux d'extrême-droite qui étaient nombreux à Lyon (« la Traboule » liée à la droite identitaire, le « pavillon noir » lié au Bastion social, etc.).

On a ainsi d'un côté des « équipes » de gens se confrontant physiquement à des gens d'ultra-droite ou d'extrême-droite affichant leur appartenance politique dans les lieux publics, et de l'autre la promotion de manifestations bruyantes reprenant les codes des milieux « ultras » du football : utilisation de fumigènes, code vestimentaire fondé sur des marques coûtant très cher et à la mode, ambiance viriliste, etc.

Tout cela a semblé très pittoresque et de nombreux jeunes se sont engouffrés dans la brèche, assumant le style « Jeune Garde », à Paris, Lille, Strasbourg. Ils se sont fait bien voir à gauche de la gauche, puisqu'ils chassaient les activistes de l'ultra-droite et de l'extrême-droite des centre-villes, aidant également à la protection d'initiatives locales ou de manifestations.

Dans la mouvance de la Jeune Garde, on trouve ici du courage mais surtout une quête d'adrénaline ; la dimension viriliste, superficielle idéologiquement (contre les « fachos ») est évidente.

C'est ça qui a fait le succès de la Jeune Garde, car la démarche était parfaitement formatée pour les réseaux sociaux. On a, en effet, des revendications pittoresques pour des actions avec un contenu facile et appréciable : qui à gauche va critiquer de casser la gueule à des gens d'extrême-droite ou d'ultra-droite ?



On a un style aisément identifiable, c'est marquant et spectaculaire. Sur le plan du contenu, il n'y en a pas ou en tout cas on n'est pas à gauche de la gauche, mais dans « la gauche de la gauche », c'est-à-dire à gauche du Parti socialiste, autour des libertaires, du Nouveau Parti Anticapitaliste, des trotskistes, de La France Insoumise, etc.

On a là un aspect important, car la Jeune Garde a dès le départ assumé sa dimension sociale mais non révolutionnaire, en reprenant le symbole réformiste social-démocrate des « trois flèches ».

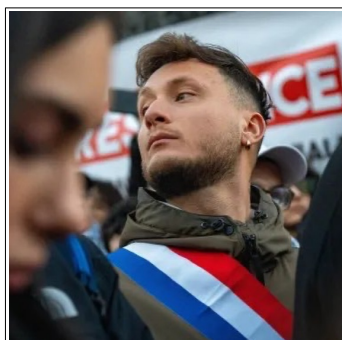
Dans sa présentation de mars 2018 lors de sa création, elle revendique haut et fort de ne pas apprécier l'antifascisme tel qu'il est défini par l'ultra-gauche, et qui lui utilise le symbole allemand du drapeau rouge et du drapeau noir (avec inscrit « antifaschistische Aktion »).

« Nous ne nous reconnaissons pas dans la stratégie de lutte antifasciste autonome qui, de notre point de vue, a permis la création d'une subculture antifasciste dite « antifa ». Se rassemblant autour de codes, de signes de reconnaissances, de scènes musicales et de lieux qui lui sont propre, cette subculture a participé à la dépopularisation de la lutte politique antifasciste. Elle l'a de fait éloignée de la population en ne la rendant accessible qu'aux personnes qui se reconnaissent dans cette subculture : en bref elle l'a isolée. »

La Jeune Garde se distingue ici du Groupe antifasciste Lyon et environs, avec qui de très fortes tensions a existé. Ce second groupe, né en 2013, a été interdit en 2022.

On a ainsi une grande différence entre d'un côté la Jeune Garde qui veut s'inscrire dans le panorama afin de combattre l'extrême-droite et de l'autre les « antifas » pour qui l'antifascisme est prétexte à un activisme d'ultra-gauche.

Naturellement, du point de vue communiste, il est facile de voir que l'ultra-gauche a tort, car elle est sectaire et ne comprend pas la nécessité du front antifasciste, et que la Jeune Garde a tort, car elle limite le fascisme aux « fachos » et se vend en définitive à la « République » et aux institutions.



La Jeune Garde a ainsi officiellement rejoint La France Insoumise en 2022-2023, avec même la présence de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard et Sébastien Delogu lors de sa réunion d'été en 2023.

En 2024, le porte-parole de la Jeune Garde, Raphaël Arnault, est élu député du Vaucluse sous l'étiquette La France Insoumise. La Jeune Garde est alors directement impliquée dans les initiatives de La France Insoumise.

C'est là la raison du scandale politique de l'affaire Quentin Deranque. La mort de ce dernier s'est produite dans le cadre d'une conférence d'une eurodéputée La France Insoumise à Sciences-Po Lyon.

Il s'agit, en effet, d'un affrontement d'antifascistes avec des activistes d'ultra-droite venus protester contre la conférence. La Jeune Garde a tout de suite été accusée et les arrestations ont confirmé la présence de certains de ses membres.

Parmi les interpellés, il y a Jacques-Elie Favrot, mais également Robin Chalendard, soit deux assistants parlementaires de Raphaël Arnault et membres actifs de la « Jeune Garde ».

On trouve également Adrian Besseyre, ancien stagiaire du cabinet du député Raphaël Arnault, et Alexis C., déjà mis en examen pour « violences aggravées en raison de la race, l'ethnie ou la religion » en mai 2024 en marge d'une conférence de Rima Hassan. Selon la presse, un jeune de 15 ans identifié comme « sioniste » aurait été pris à partie par plusieurs individus, dont certains seraient issus de la « Jeune Garde » et forcé de crier « Vive la Palestine ».

La France Insoumise est accusée, pour faire simple, d'utiliser une milice pratiquant la violence. La situation est rendue d'autant plus épineuse que, officiellement, la Jeune Garde a été dissoute par le gouvernement en juin 2025, en même temps que le groupe d'ultra-droite « Lyon populaire ».



La Jeune Garde avait contesté son interdiction et attendait une réponse justement pour février 2026. Naturellement, avec l'affaire Quentin Deranque, tout devient encore plus compliqué.

Le décret du 12 juin 2025 portant dissolution du groupement de fait « La Jeune Garde »

Considérant qu'aux termes de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure :

« Sont dissous, par décret en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait :

1° Qui provoquent à des manifestations armées ou à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens [...] » ; qu'en application de l'article L. 212-1-1 du même code : « Pour l'application de l'article L. 212-1, sont imputables à une association ou à un groupement de fait les agissements mentionnés au même article L. 212-1 commis par un ou plusieurs de leurs membres agissant en cette qualité ou directement liés aux activités de l'association ou du groupement, dès lors que leurs dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient » ;

Considérant que le groupement de fait « la Jeune Garde » créé à Lyon en 2018, se définit comme un groupe antifasciste ayant pour objectif de lutter contre l'extrême droite et compte près d'une centaine de membres répartis au sein de différentes branches locales sur le territoire national ;

que ce groupement présente une organisation pyramidale avec, à sa tête, un porte-parole national ;

qu'il s'identifie au travers de symboles communs tels que son logo représentant les trois flèches associées au parti social-démocrate allemand (SPD) des années 30 ainsi qu'au travers d'un slogan : « Face à l'extrême-droite : riposte immédiate » commun à chaque branche ;

que ce groupement dispose également de pages à son nom pour chaque branche régionale sur les réseaux sociaux X, Facebook, et Instagram, ces différents comptes étant par ailleurs étroitement imbriqués par de multiples renvois entre eux ;

que ces réseaux sont suivis par plus de 20 000 abonnés ;

que par suite, le groupement « la Jeune Garde » peut être regardé comme un groupement de fait au sens de l'article L. 212-1 du CSI ;

Considérant qu'au soutien d'un discours idéologique antifasciste, « La Jeune Garde » provoque à des agissements violents ;

que sous couvert d'organiser la défense de ses membres, le groupement provoque à des agissements violents contre les personnes, en vue d'affrontements avec les groupes adverses d'ultra-droite ;

qu'à cette fin, il organise au profit de ses membres des entraînement aux sports de combat et au « combat de rue » ;

qu'il galvanise ses membres grâce au recours à un vocabulaire provoquant ou légitimant la violence envers les groupes adverses ;

Considérant que ces provocations sont revendiquées et assumées dans ses publications ou celles d'organes de communications antifas, telle la page Facebook « Antifa Squads-Rescue Page » qui relaie la plupart de leurs actions violentes ;

que les militants de « La Jeune Garde » posent régulièrement en position de combat, visage flouté, sur des photos ou vidéos filmant leurs actions, souvent violentes et très crues, dans le but de revendiquer, valoriser et inciter à en commettre de nouvelles ;

que ces publications, et les commentaires laudatifs qui relatent les actions de « recadrage » ou de « marbrage » de la mouvance antifa et détaillent les blessures infligées, sont « likées » par les comptes Facebook de certaines sections de la Jeune Garde ou par leurs membres, dont le porte parole du groupement, M. A ;

Considérant que ces provocations répétées à des agissements violents sont très largement suivies d'effet puisque des membres du groupement sont régulièrement impliqués dans des actions particulièrement violentes qu'il assume ;

Considérant que dès sa création à Lyon en 2018, « La Jeune Garde Lyon » s'est illustrée en participant à des actions très violentes à l'encontre de groupements relevant de la mouvance ultra-droite ;

que ces actions peuvent avoir lieu en marge de manifestations antifasciste, comme ce fut le cas le 3 mars 2018 à Lyon 1er, une rixe violente étant entre des militants d'ultra-droite et des membres de « La Jeune Garde » dont M. B, Mme C et M. D, ou d'agressions ciblées comme celle du 8 mars 2024 à Lyon, à l'encontre de deux jeunes hommes munis de stickers siglés « France nationaliste » par une quinzaine de jeunes manifestants, dont M. E, membre de « La Jeune Garde », et M. D ;

que le 17 avril 2024, à Lyon 2e, une équipe de membres de « La Jeune Garde » a repéré des opposants idéologiques à la terrasse d'un café place Carnot et décidé d'en découdre ; que le 19 avril 2024, à Saint-Genis-Laval, deux militants antifascistes de « La Jeune Garde Lyon », MM. F et G, ont pris à partie un jeune homme connu pour ses accointances avec « Lyon Populaire » ;

que, rapidement interpellés par les gendarmes, les auteurs ont reconnu partiellement les faits tout en cherchant à se dédouaner ;

Considérant que ces agissements violents ne sont pas le simple fait de la branche lyonnaise de « La Jeune Garde » ;

que l'ensemble des branches locales sont régulièrement impliquées dans des faits de violence, démontrant ainsi qu'il s'agit d'un mode d'action généralisé au sein de ce groupement ;

qu'à titre d'exemples parmi de nombreux autres, à Paris, le 1er juin 2023, un membre de « La Jeune Garde Paris » et deux individus, grimés afin de dissimuler leurs visages, ont agressé un homme qu'ils attendaient en bas de son immeuble, en le qualifiant de « Sale nazi » et en le frappant à plusieurs reprises ;

que Mme H, présidente du Collectif Nemesis a déposé plainte pour avoir été menacée par M. D alors porte-parole national de « La Jeune Garde », en ces termes : « On va lui mettre une balle dans la tête » ;

que le 4 novembre 2023, trois membres de « la Jeune Garde Strasbourg » et M. A ont repéré suivi et agressé, lors de l'une de leurs patrouilles antifascistes dans l'agglomération strasbourgeoise, un individu leur semblant appartenir à la mouvance d'ultra-droite pendant qu'une sympathisante du groupement filmait la scène dont la vidéo a été diffusée sur le canal Télégram « Antifa Squad » ;

que le 4 avril 2024, à l'occasion de la tenue d'une conférence par le cercle de pensée « Mercure », un des participants, membre de « Génération Zemmour », a été agressé par trois militants de « la Jeune Garde Strasbourg », après avoir été suivi à la sortie de la conférence, tandis qu'une sympathisante du groupement filmait l'attaque ;

que le 6 mai 2024, une rixe a éclaté entre des militants ultranationalistes du Groupe Union Défense (GUD), dissous par décret du 26 juin 2024, et des membres de « La Jeune Garde Paris », à proximité d'une conférence organisée par « La Cocarde Étudiante » à Paris ;

que le 27 mai 2024, un groupe de neuf militants de « La Jeune Garde Paris ont assené des gifles au visage d'un jeune homme âgé de 15 ans, de confession juive, dans une rame de métro à la station Victor Hugo (ligne 2) après l'avoir désigné comme cible, en le traitant de « sioniste » et en lui faisant crier « Vive la Palestine » ;

qu'interpellés, les neuf membres du groupement ont été placés sous contrôle judiciaire après ouverture d'une procédure judiciaire ;

que le 11 septembre 2024 vers 22 h 30, trois étudiants identifiés sortant du lieu dans lequel se tenait la conférence de l'Action Française Strasbourg ont été aspergés de gaz lacrymogène et frappés par une demi-douzaine de membres de « La Jeune Garde Strasbourg » dans la rue de la Kurvau à Strasbourg entraînant l'ouverture d'une procédure judiciaire ;

Considérant que ces agissements ont donné lieu à des condamnations de leurs auteurs, dont en particulier, M. D ;

que le groupement, en ses diverses branches, le porte parole national et les membres s'abstiennent de condamner ces agissements ou de mettre en œuvre des moyens de modération pour réagir à la diffusion de leurs agissements violents sur les réseaux sociaux ;

qu'au contraire, que ces incitations soient implicites ou explicites, ils approuvent régulièrement les publications des comptes « Antifa Squads - Rescue Pages » qui promeuvent et légitiment ainsi publiquement l'ensemble des agissements violents revendiqués par leurs membres, d'une gravité particulière, incitant par là même à leur réitération ; que par suite, ces agissements doivent être regardés comme lui étant imputables, au sens de l'article L. 212-1-1 précité ;

Considérant qu'au regard de ces agissements violents qui constituent une illustration des très nombreux autres qui lui sont imputables, le groupement de fait « La Jeune Garde » doit être regardé comme provoquant à des agissements contre les personnes et les biens ;

qu'il y a lieu d'en prononcer la dissolution en application du 1° de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure ;

Le conseil des ministres entendu,
Décrète :

Article 1

Le groupement de fait « La Jeune Garde » est dissous.

Décret du 30 mars 2022 portant dissolution d'un groupement de fait [Groupe Antifasciste Lyon et Environs]

Vu le courrier du 15 mars 2022, notifié le 17 mars 2022, par lequel A, dirigeant du groupement de fait le « Groupe Antifasciste Lyon et Environs » (GALE) a été, d'une part, informé de l'intention du Gouvernement de procéder à la dissolution de ce groupement et, d'autre part, invité à présenter ses observations dans un délai de dix jours à compter de cette notification ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure : « Sont dissous, par décret en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait : 1° Qui provoquent à des manifestations armées ou à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens ; [...] » ; qu'en application de l'article L. 212-1-1 du même code « Pour l'application de l'article L. 212-1, sont imputables à une association ou à un groupement de fait les agissements mentionnés au même article L. 212-1 commis par un ou plusieurs de leurs membres agissant en cette qualité ou directement liés aux activités de l'association ou du groupement, dès lors que leurs dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient » ;

Considérant que le « Groupe Antifasciste Lyon et Environs » (GALE), fondé en 2013, dont A est l'un des dirigeants de fait, constitue un groupement incitant à la haine et à la violence rassemblant de vingt à trente membres actifs et sympathisants ;

qu'il s'identifie au travers de symboles communs, tels que son nom, son slogan « Pour un antifascisme autonome et révolutionnaire », son logo présent sur les publications des réseaux sociaux du groupement mais aussi sur des drapeaux, stickers, affiches et banderoles ;

qu'enfin il utilise les réseaux sociaux comme vitrine de ses idées et agissements et a créé à cette fin plusieurs comptes qui disposent d'une audience de plusieurs milliers de membres ; que l'ensemble de ces éléments permet ainsi d'établir l'existence d'un groupement de fait au sens de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant en premier lieu que le GALE inscrit sa stratégie dans la récurrence d'actions violentes, légitimées par un discours idéologique dirigé contre ce qui est présenté comme la violence et le racisme d'Etat ;

qu'ainsi depuis 2014, le GALE a été à l'origine d'au moins six appels à manifestations non déclarées ayant généré des troubles à l'ordre public au cours desquelles ses membres ont été impliqués dans des faits de violence en réunion et de dégradations ;

que plus récemment, le 3 avril 2021, à l'initiative de A, 80 militants d'ultra-gauche, dont des membres du GALE parmi lesquels B, ont déambulé dans Lyon pour dénoncer les dégradations commises le 20 mars 2021 contre la librairie autogérée « La Plume Noire » et attribuées à des groupes d'extrême-droite et ont, à cette occasion, pris à parti les forces de l'ordre, victimes de jets de projectiles ;

que le 4 avril 2021, au lendemain d'une rixe ayant opposé des membres des communautés turque et kurde, 200 personnes dont des militants du GALE parmi lesquels son dirigeant, ont formé une manifestation non déclarée afin de manifester leur soutien à la cause kurde en saccageant un commerce d'alimentation turc ;

qu'à l'occasion du défilé du 1er mai 2021 à Lyon, le GALE a appelé sur sa page Facebook à une contre-manifestation au cours de laquelle ses membres et son dirigeant ont perpétré des violences à l'encontre de manifestants de la CGT ou des forces de l'ordre avec des pétards et mortiers d'artifices, blessant ainsi 27 fonctionnaires de police, les images de ces exactions ayant été largement partagées sur des réseaux sociaux par le GALE qui les a revendiquées et cautionnées ;

que, de même, le 28 août puis le 4 septembre 2021, des sympathisants du GALE ont pris part à des manifestations contre le passe sanitaire, lesquelles se sont accompagnées de provocations et de jets de projectiles à l'encontre des forces de l'ordre, que dans les suites de la manifestation du 28 août, le tribunal judiciaire de Lyon a condamné quatre membres et sympathisants du GALE le 4 novembre 2021 à une peine contraventionnelle pour violences volontaires sans ITT ;

que de manière générale le GALE revendique expressément « l'action directe comme un outil de lutte » et avoir « relayé ces dernières années plusieurs actions directes contre les groupes fascistes organisés et contre les symboles du capitalisme et de la répression », telles que la dégradation des locaux du bastion social, l'attaque du local des Identitaires de Lyon, l'attaque de l'Institut des sciences sociales, économiques et politiques (ISSEP) à Confluence, l'attaque des locaux de la police aux frontières à Lyon-Part Dieu ou celle du consulat de Turquie à Lyon ;

Considérant en deuxième lieu, que le GALE s'illustre tout particulièrement par ses invectives et appels à la haine contre les forces de l'ordre ainsi que les exactions et violences commises à leur encontre ;

qu'ainsi, à titre d'exemple, le 13 décembre 2020, il a relaté, sur sa page Facebook, la troisième « marche des libertés », et s'est réjoui que « la BAC repart[e] en courant sous une pluie de bouteilles et de pavés » et a conclu son post en souhaitant un « joyeux ACAB (all cops are bastards - tous les flics sont des bâtards) DAY » à ses lecteurs ;

que dans le cadre de la tenue, les 10 et 11 décembre 2021 à Vaulx-en-Velin, du festival « Lyon Antifa Fest » dont le GALE est l'un des organisateurs, des rappeurs ont tenu sur scène des propos incitant à la haine à l'encontre des forces de l'ordre : « tout le monde déteste la police » « à bas l'État, les flics et les fachos ! » ;

qu'ont été visibles lors de cet événement une banderole « ACAB », des produits dérivés sur lesquels figuraient les chiffres « 1312 (numéros des lettres de l'alphabet correspondant à ACAB) » ;

qu'à cette occasion, des intervenants dont un membre du GALE se sont exprimés sur scène pour défendre les membres et sympathisants du GALE interpellés pour des faits de violence commis lors la manifestation précitée du 28 août 2021 ;

que le 3 janvier 2021, le GALE a lancé un appel à supprimer la police considérée comme représentante d'un système raciste et violent via une campagne d'affichage dans la ville de Lyon, que les affiches, porteuses du logo du GALE et de l'adresse de son site internet, intitulées « LA POLICE TUE », représentaient un policier en tenue, matraque à la main, porteur d'une cagoule de l'organisation américaine suprémaciste blanche « Ku Klux Klan » ;

que le 21 août 2021, le GALE a publié sur Twitter des photographies d'affiches « Vue dans les rues de Lyon... » sur lesquelles figurent des images d'altercations entre policiers et manifestants avec apposés des slogans visant à discréditer les forces de l'ordre tels que « TABASSER, LE PLUS BEAU DES METIERS » « TRAQUER, LE PLUS BEAU DES METIERS » « MUTILER, LE PLUS BEAU DES METIERS » « TERRORISER, LE PLUS BEAU DES METIERS » ;

qu'en outre, le 5 mars 2022, le GALE, qui participait à la manifestation organisée contre l'entreprise Bayer, a soutenu la destruction par le feu des drapeaux français et européen qui avaient été préalablement décrochés du bâtiment de la mairie du 9e arrondissement par les manifestants ;

qu'enfin, le 10 mars 2022 sur Twitter, le GALE a revendiqué son soutien aux dégradations et aux violences commises en Corse par le partage d'une vidéo montrant des manifestants corses transportant au milieu de la foule des sacs de projectiles pour viser les forces de l'ordre ;

Considérant en troisième lieu, que le GALE se montre très actif sur ses différents réseaux sociaux, y légitimant le recours à la violence contre tous ceux qu'il considère comme ses adversaires, en particulier les mouvements d'extrême droite ;

que certaines de ces publications génèrent des commentaires de même teneur qui ne font l'objet d'aucune modération de la part du groupement ;

qu'ainsi le 21 mai 2020 sur Facebook et le 22 mai 2020 sur Twitter, le GALE a revendiqué l'« Attaque du local du groupe fasciste » par des tags réalisés sur les murs d'un local associatif et en a publié les images : « MORT AUX NAZIS » ainsi qu'un dessin reprenant le jeu du « pendu » et le mot « NAZIS » dont chaque lettre est soulignée ;

que le 7 août 2020, en commentaires d'un post Facebook relatant l'incendie d'une mosquée, que le GALE présente comme une attaque raciste, des sympathisants ont appelé à la vengeance : « On vas se venger », « grand ménage s'impose a Lyon camarade ! » ;

que le 17 janvier 2021, le GALE a évoqué sur sa page Facebook la quatrième « marche des libertés » de Lyon s'étant tenue la veille et s'est enorgueilli de la vandalisation d'agences bancaires par ses membres sympathisants et des affrontements avec les forces de l'ordre ;

que dans une publication du 9 février 2021 sur sa page Facebook, en souvenir de l'acte XIII du mouvement des gilets jaunes, le GALE a justifié le recours à la violence qu'il qualifie d'« autodéfense populaire » et définit comme un « mouvement solidaire, autonome et organisé qui se ressaisit de la violence pour contrer les attaques réactionnaires » ;

que le 8 février 2021, le GALE a publié sur Twitter un nouvel appel à la violence dans une vidéo intitulée « Autodéfense populaire Lyon » mettant en scène une altercation entre un supposé militant d'extrême-droite sur lequel se ruent plusieurs militants antifascistes afin de le bousculer et de lui assener des coups et accompagnée du message « C'est cela qui nous tient à cœur en tant qu'antifascistes : des ripostes collectives et multiples d'autodéfense populaire. » ;

que le 21 février 2021, le GALE a publié sur Facebook un message dénonçant la présence de militants d'extrême-droite à Lyon, lequel a suscité un commentaire incitant au meurtre des militants précités : « Pour une bonne dissolution, une seule solution : vive la chaux vive » ;

que le 8 mars 2021, un appel à la violence à l'encontre de l'institution carcérale a été publié par le GALE sur sa page Facebook « #feiauxprisons » en légende d'une vidéo de soutien à la famille d'un détenu décédé au cours de sa détention ;

que le 8 avril 2021, le GALE a publié un même appel à manifester pour la fermeture des centres de rétention administrative accompagné par un dessin d'un centre en flammes intitulé « feu aux centres de rétention » ;

qu'enfin, le 13 décembre 2021, à l'occasion du « ACAB day », le GALE a partagé sur sa page Facebook un message particulièrement violent et accusatoire à l'encontre de l'institution policière ;

Considérant que le GALE est régulièrement impliqué dans la commission d'actions violentes auxquelles il appelle et qu'il revendique ouvertement, tant à l'égard de ses adversaires politiques, notamment d'ultra-droite, qu'à l'égard des forces de l'ordre régulièrement prises pour cibles, dans les propos ou actions du groupement ou de ses membres ;

que l'ensemble des actes et prises de position, qu'ils émanent des dirigeants du groupement ou de ses membres, n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque modération ou condamnation ;

qu'au contraire, loin de désavouer les propos et actions de ses militants, le GALE n'a cessé de publier des messages y provoquant ou revendiquant ces agissements violents ;

que par suite, ces agissements qui doivent être regardés comme des manifestations armées ou à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens, entrent dans le champ du 1° de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure et justifient la dissolution de ce groupement de fait ;

Le conseil des ministres entendu,
Décrète :

Article 1

Le groupement de fait dénommé « Groupe Antifasciste Lyon et Environs » (GALE) est dissous.

Le contexte politique français de l'affaire Quentin Deranque et la question des « squads » comme mode opératoire



Quentin Deranque est un jeune militant catholique intégriste décédé lors d'un lynchage dans le prolongement d'une rixe en marge d'une conférence politique d'une militante de « La France Insoumise », que des membres d'un collectif féministe identitaire ont tenté de perturber.

Cette affaire intervient dans une séquence précise, qui trouve sa source dans la rentrée 2025, qui a bien failli voir éclore un mouvement de contestation sociale dans le sillage d'annonces militaristes et antisociales pour le budget de l'État de 2026 portées par le gouvernement emmené alors par le premier ministre François Bayrou.

Cette contestation sociale n'a pas eu lieu du fait de la démission du gouvernement de ce même François Bayrou, ce qui a permis de littéralement désamorcer une situation propice à l'explosion, du fait de la crise de régime débutée en juin 2024 avec la dissolution de l'Assemblée nationale et d'une situation politique bancal qui en est sortie.

Une dissolution qui, rappelons-le, fut décidée par le président de la République Emmanuel Macron à la suite de la déroute de son propre parti et du score historique de la liste du Rassemblement national aux élections européennes de début juin.

Un score qui s'est confirmé lors des élections législatives anticipées qui ont suivi, puisque le Rassemblement national et ses alliés ont obtenu en cumulé 10 millions de voix au second tour, contre 7 millions environ pour le « Nouveau Front populaire » constitué de 9 partis de gauche et le bloc central autour d'Emmanuel Macron.

Les élections législatives qui devaient servir, selon Emmanuel Macron, à « clarifier » la situation n'ont finalement fait qu'ajouter de la confusion politique avec une incapacité à constituer une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale.

Le Rassemblement national a alors pu se poser véritablement comme l'alternative de droite face à Emmanuel Macron, en bénéficiant d'une base populaire tournée passivement vers lui.

Les forces politiques, qu'elles soient au centre ou « à gauche », ne font que se positionner par rapport à cette dynamique qui agit tel un rouleau compresseur alors même que le Rassemblement national tente de maintenir la situation en main, évitant tout débordement populaire.

Ainsi, après la chute du gouvernement de François Bayrou, le régime a gagné du temps pour sa survie et a pu bénéficier de la stabilité relative du gouvernement de Sébastien Lecornu ayant passé accord avec le Parti socialiste pour se maintenir, sur fond de consensus tout à la fois sur la figure du Premier ministre, ancien ministre des Armées, et de l'augmentation des crédits militaires. Le budget de l'État pour l'exercice 2026 est définitivement adopté début février.

Après cette séquence qui a duré de septembre 2025 à février 2026, marquée malheureusement par l'absence de l'irruption des masses sur la scène des luttes sociales et par la stabilité relative du régime autour des préparatifs de guerre, une nouvelle séquence doit démarrer avec les élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

Positionnées un an avant l'élection présidentielle de 2027, les élections municipales apparaissent comme un élément central pour l'analyse des futures tendances politiques à l'œuvre dans le contexte de la crise de régime et du basculement, acté en février 2024, de l'appareil d'État dans les préparatifs de la guerre à la Russie.

On parle là d'une séquence dans le cadre de l'agenda bourgeois-institutionnel, compte tenu du fait que les luttes des classes n'ont pas démarré.

Le bloc du « Nouveau front populaire » n'est plus que l'ombre de lui-même, le bloc central autour d'Emmanuel Macron est en décomposition avancée, ce qui fait qu'il ne reste ainsi plus que « la France insoumise » et le « Rassemblement national » comme forces constituées et identifiées.

Voilà donc dans quel cadre politique se situe l'affaire de la mort de Quentin Deranque. Elle intervient dans un moment où le régime bourgeois en France tente de se stabiliser au moins partiellement jusqu'à l'élection présidentielle dans l'espoir d'établir une stabilité politique claire à ce moment-là.

Les deux seules forces politiques constituées et identifiées s'opposent sous la forme d'un jeu théâtral, prenant bien soin de ne pas faire exploser la situation sociale et politique.

Pour la bourgeoisie dans son ensemble, il s'agit d'éviter tous types d'explosions et de contestations, y compris aux marges de la société.

À trois semaines des élections municipales pourtant d'une importance stratégique pour les forces engagées, *on ne constatait aucune réelle politisation des enjeux, chaque camp faisant en sorte de polariser au minimum du minimum les choses dans l'optique de capitaliser de l'énergie et des forces pour la suite, l'élection présidentielle de 2027.*

Par conséquent, la mort d'un militant nationaliste par des « antifas », qui plus est indirectement liés à « La France Insoumise », sonne comme un coup de massue dans l'actualité qu'il s'agissait de lisser au possible.

De manière générale, au regard de la situation de la crise de régime, l'affaire de la mort de Quentin Deranque permet à la droite de la droite de renforcer son emprise politique sur l'opinion publique en ayant un puissant levier pour délégitimer la nature du « front républicain » contre le Rassemblement national lors des élections législatives anticipées de 2024.

Le déroulé des faits

Il a fallu attendre trois jours avant que le procureur de la République de Lyon en charge de l'enquête sur la mort de Quentin Deranque tienne une conférence de presse pour détailler les avancées judiciaires.

Celle-ci fut d'une courte durée, à peine une dizaine de minutes, avec 5 minutes consacrées au seul déroulé des faits. Le reste de la conférence s'est concentré sur les réponses données aux journalistes. Voici donc les faits retenus par l'État, qui sont étoffés par les éléments publiés dans les jours ayant suivi la conférence du procureur de la République.

Premièrement, il y a d'abord eu une confrontation, le jeudi 12 février 2026 vers 17h40, en marge d'une conférence de la militante de la France insoumise Rima Hassan tenue à l'Institut d'études politiques de Lyon, situé avenue Berthelot dans le 7^e arrondissement.

Le collectif identitaire « Nemesis », venu déployer une banderole pour contester la tenue de cette conférence, a vu une de ses militantes être agressée et plaquée au sol.

Ce collectif avait été accompagné par un groupe d'une quinzaine d'hommes jusqu'à l'intersection de la rue Victor Lagrange et de la rue Yves Farge, c'est-à-dire quelques centaines de mètres en contrebas du lieu prévu pour le déploiement de la banderole par le collectif « Nemesis ».



C'est dans un second temps, un peu avant 18h, que les hommes présentés comme venus protéger le collectif « Nemesis » se sont confrontés à « un groupe d'une vingtaine d'individus, masqués, cagoulés » (procureur de la République), donnant lieu à une opposition entre les deux groupes.

Dans une vidéo tournée par un riverain à cet endroit, on aperçoit des jets de projectiles, l'usage de gaz lacrymogène ainsi qu'une béquille utilisée comme bâton par l'un des groupes s'apparentant à celui lié au collectif « Nemesis ».

Le groupe lié au collectif « Nemesis » aurait ensuite reculé pour être ensuite poursuivi jusqu'à l'intersection de la rue Camille Desmoulins par le groupe lié à l'ultragauche lyonnaise.

C'est à cet endroit que trois des individus liés au collectif « Nemesis » « se sont retrouvés isolés et étaient immédiatement frappés ».

C'est à cet endroit que l'on voit les vidéos tournées par des riverains ayant circulé en premier dans les médias, avec potentiellement Quentin Déranque s'effondrant au sol, à côté d'un lampadaire, puis frappé par « au moins six individus », selon le procureur. Dans l'une des vidéos, on y voit notamment des coups portés par plusieurs individus sur la tête du militant au sol, déjà KO.



Les deux personnes sont parvenues à s'enfuir et, alors que Quentin Deranque restait au sol, « le groupe les ayant frappés se retirait ». Ce n'est que quelques instants plus tard qu'un ami de

Quentin Deranque est revenu sur place. Il le retrouve conscient et il « pouvait même s'exprimer même s'il avait oublié l'entier déroulé des faits ».

Cet ami a raccompagné Quentin Deranque en direction de chez lui. Il n'a visiblement pas manifesté la volonté de se rendre à l'hôpital, malgré des propositions de la part de riverains venus lui prêter assistance. Alors que l'état de santé de Quentin Deranque s'est dégradé sur le chemin du retour, son ami a appelé d'autres amis qui les ont rejoints.

Ils ont alors allongé Quentin Deranque sous un abribus au niveau du quai Fulchiron, car il était incapable de continuer à marcher. C'est à ce moment qu'ont été appelés les secours avec une heure de prise en charge à 19h40.

Quentin Deranque est alors hospitalisé en urgence avec son pronostic vital engagé. Il décède à l'hôpital le samedi 14 février, à 12h25.

Lors de cette conférence de presse, le procureur a pu détailler les résultats de l'autopsie médico-légale qui a été fournie aux enquêteurs au matin du lundi 16 février 2026.

L'autopsie a établi que la victime, Quentin Deranque, présentait « essentiellement des lésions à la tête, (avec) un traumatisme crânio-encéphalique majeur ». « Ce traumatisme était de surcroît associé à une fracture temporale droite (...) qui était au-delà de toute ressource thérapeutique et mortelle à brève échéance. »

Par conséquent, ce sont deux types d'enquêtes qui sont ouvertes : une enquête criminelle pour homicide volontaire et une enquête délictuelle pour violences aggravées par trois circonstances qui sont, en réunion, masquées et porteurs d'armes (par destination) et du chef d'association de malfaiteurs en vue de commettre un délit de cinq ans d'emprisonnement. Deux enquêtes confiés à la police de Lyon ainsi qu'à la division criminelle territoriale.

À ce stade, une quinzaine de témoins, consistant pour la plupart en des « victimes » de l'affrontement selon les propos du procureur, ont été auditionnés ainsi que des vidéos. L'enquête cherche à « identifier les auteurs des faits criminels (...) puis des interpellations seront effectuées ». Une information judiciaire devant des juges d'instruction sera alors ouverte.

Ce n'est que le mardi 17 février 2026 que des interpellations ont été effectuées.

Le style lumpen de l'« antifa squad »

Lorsqu'on reconstitue les faits jusqu'à la mort de Quentin Deranque, on comprend qu'il y a eu une rixe entre un groupe d'extrême droite et un groupe « antifa » dans le contexte d'une réunion d'une parlementaire et d'une perturbation par des femmes identitaires.

Le problème est que les « antifas » n'ont jamais développé une conscience politique et culturelle du fascisme et de l'antifascisme. Si tel était le cas, jamais ils ne seraient tombés dans le piège du collectif « Nemesis » et leur activité se serait limitée à éviter le sabotage de la réunion de Rima Hassan (bien que porter assistance à une telle conférence soit déjà totalement pathétique au plan politique).

Le problème des « antifas » né dans la décennie 2010 a été leur approche en termes d'« équipes », du « squad ». Avec l'ère des réseaux sociaux, on a ainsi vu fleurir des pages et des comptes faisant la promotion de la « chasse aux fascistes », répondant à des pages... de même contenu du côté des fascistes.



Les vidéos d'agressions de part et d'autre des deux camps se répondent, dans un même style dépolitisé, et l'on peut aisément comprendre comment tout cela alimente jusqu'à des formes de violences gratuites, irrationnelles, sans lien quelconque avec des valeurs politiques si ce n'est un vague arrière-plan.

Le problème sur le plan de l'antifascisme, c'est que s'il y avait une analyse réelle de ce qu'est le fascisme de la part de ces gens-là, il aurait d'emblée été compris qu'une telle démarche relève de la mentalité lumpen telle qu'elle s'est cristallisée chez les Arditi du fascisme italien ou les Sections d'Assaut du nazisme allemand.

Pour le peuple, le fascisme, historiquement, c'est le recours à la violence, la violence gratuite, cruelle, sans limites, sadique.

C'est une définition partielle et superficielle, mais elle a ceci de vrai que le fascisme, c'est laisser libre cours aux pulsions individuelles les plus sombres.

Quiconque veut connaître la nature des fascistes se doit de connaître l'expérience menée à Fiume par le poète Gabriele d'Annunzio avec les arditi démobilisés dans l'immédiat de l'après-Première Guerre mondiale. On parle de gens conquérant une petite ville et y faisant régner leur pouvoir au mépris de tous les codes moraux.

Le cri de ralliement de ce qui allait devenir l'aile radicale et activiste du fascisme, « Me ne frego » (« je m'en fous »), illustre bien cette mentalité spontanéiste, que l'on pourrait aujourd'hui qualifier d'ailleurs de libertarienne.

Or, dans la décennie 2010, le mouvement « antifa » s'est constitué en puisant massivement dans le milieu du football et de la culture « ultra ».

Dans cette culture, ce qui compte, c'est de former une section pour soutenir corps et âme son club, en allant jusqu'à dénigrer et humilier les supporters des clubs adverses. La transcription de cette mentalité à la lutte « antifa » est bien visible dans le morceau du groupe de punk italien « Los Fastidios » intitulé « Antifa hooligan », sorti en 2004.



C'est cette mentalité qui a été calquée dans la lutte contre le fascisme. Cela s'illustre avec la démarche du type « antifa squad ». À la base, « squad » est un terme anglais pour parler en termes militaires d'une petite équipe de combat, flexible et mouvante.

Du point de vue « antifa », le principe, c'est de pouvoir faire des « mobs », c'est-à-dire des mobilisations rapides d'une équipe prête à descendre dans la rue pour aller intimider des fascistes.

Dans cette conception des choses, les fascistes doivent être combattus par l'humiliation. Dans l'idée, un fasciste humilié serait ainsi neutralisé. Il s'agit de leur démontrer leur infériorité physique au combat de rue, de leur voler leurs effets personnels, notamment leurs distinctions vestimentaires, pour mieux les ridiculiser ensuite publiquement sur les réseaux sociaux.

On comprend bien ici que l'on bascule d'une lecture politique de ce qu'est le fascisme à une lecture individuelle et spontanéiste des choses, tout en reprenant des codes patriarcaux.

Lorsque toute sa démarche est empreinte d'une telle culture, d'un tel style, on s' imagine bien que la violence subjectiviste et unilatérale peut aisément s'exprimer.

À cela, il faut ajouter la base sociale de cette mouvance « antifa », qui est surtout celle de la petite bourgeoisie. Or, comme on le sait, la petite bourgeoisie a cette fâcheuse tendance à être fascinée par la mentalité du lumpenprolétariat qu'elle assimile, dans les faits, à une attitude « populaire ».



En vaut pour preuve un clip de rap par le groupe « Furious Monkeys » tourné à Alès en 2021 dans lequel sont affichés des drapeaux « antifas » et des bannières « Refugees welcome » avec la présence de Raphaël Arnault arborant un drapeau « Antifa Napoli ».

Ce clip est typique de la décomposition du lumpenprolétariat et de toute la culture « hip-hop » des années 1980-1990. Voici des extraits de paroles présentées de manière catastrophique comme « anarchistes et antifascistes » :

« Faut que tu captes, l'heure est grave, faut qu'on les catch, faut qu'on les tarte, faut qu'on les claue dans les caves. Dans mon coin, ils se cachent car ils savent qu'on se fâche, antifa en marche, sur leurs têtes on marche (..) »

Ils préfèrent stopper le trafic de drogue pendant que les pédophiles violent des gosses. Fuck la P.M [police municipale] et tous ses fils de porc (...)

T'aimes pas ma couleur, j'baise ta fille, à ton fils je lui vends du shit, t'es matrixé [sous l'emprise] par Jean-Marie [Le Pen], la chatte à Marine [Le Pen], la chatte à Marion [Maréchal] (...) Quand t'étais petit, t'étais une victime et t'as décidé de devenir flic »

Par comparaison, on prendra les paroles du morceau de rap « Hip-Hop citoyen », qui avait rassemblé en 2002 17 figures du rap très en vogue du rap français, après l'arrivée de Jean-Marie Le Pen du Front National au second tour de l'élection présidentielle en avril.

Il traduisait la longue tradition française de l'antifascisme façon républicanisme-social. Cela n'était pas communiste mais relevait d'une véritable perspective populaire, à mille lieux du pourrissement lumpen tel que cela sera le cas après l'échec de la révolte des banlieues de 2005 :

« À qui la faute quand étranger devient l'synonyme d'insécurité
Qui croire? quand les fours crématoires sont des détails de l'Histoire
Qui croire? dans l'immédiat il fallait p't-être cogiter
Au lieu d'écouter les discours démagogues dans les médias au JT
Y a danger, même si on est des orphelins des Droits de l'Homme
J'allume le drapeau tricolore, j'éveille les consciences qui somnolent (...)

C'qu'on vit aujourd'hui, on l'savait sans être des visionnaires
On dit qu'c'est hard ces jours-ci, en fait ça l'est pas plus qu'hier
On a pris une baffe nationale, quelle baffe nationale ?
Ça fait plus d'un demi-siècle qu'existe et grossit l'Front National
Va dire qu'c'est pas normal, eux ils votent, nous on vote pas
V'là au final, une page de l'Histoire s'ouvre salement
Moi qui pensais qu'la démocratie c'tait pas la peine
J'pense plus, là j'suis sûr qu'la démocratie c'est pas Le Pen. »

En comparaison, en cette décennie 2020, les « antifas » représentent le prolongement d'une lente décomposition sociale et culturelle de toute la culture populaire positive, avec un rapprochement délétère entre la petite-bourgeoisie, avec toute sa vanité pleine d'inconséquences, et le lumpenprolétariat en roue libre sous le poids de la seconde crise générale.

De ce point de vue, personne n'a remarqué que les coups de pied donnés à Quentin Deranque, alors au sol, par plusieurs « antifas », ont une résonance culturelle.

Violences gratuites à Lillers : « Je lui ai mis une patate et un penalty dans sa tête »

Le soir du 18 décembre, un Lillérois a été violemment agressé par un groupe de jeunes : coups de poing, coups de pied dans la tête... Six mois après, trois de ses agresseurs – qui se sont trompées de personne – ont été condamnées.

On parle ici d'un « penalty » et il suffit de se renseigner dans les faits divers de ces dernières années pour constater la valorisation de cette pratique dans les affrontements répétés entre bandes de jeunes de

quartiers rivaux.

Dans les nombreuses vidéos d'agressions de fascistes dans les rues, il est régulièrement revendiqué des écrasements de tête et des « salades de penalty ».

On peut donc voir qu'il y a une convergence au moins apparente avec le climat de violences gratuites et unilatérales entre bandes de jeunes un peu partout dans le pays.

C'était une attitude à proscrire de manière absolue, tant pour sa nature décadente, que pour son écho politique délétère, car il renforce culturellement les réactionnaires qui proposent des réponses démagogiques.

Cependant, raisonner en termes politiques et culturels est par nature impossible pour les « antifas ».



À tout point de vue, la mort de Quentin Deranque marque la faillite complète de l'antifascisme petit-bourgeois liée à la culture « ultra » du football.

Le profil de Quentin Deranque

Lors de la conférence de presse tenue par le procureur de la République de Lyon, aucun journaliste n'a demandé si Quentin Deranque était connu des services de renseignement pour une affiliation militante à des groupes d'extrême droite.

Toutefois, sur les réseaux sociaux, l'Action française a revendiqué son appartenance à sa section locale de Vienne, et le groupe « nationaliste-révolutionnaire » « Luminis » a publié un communiqué faisant état d'une proximité avec ce jeune homme, en citant notamment ses dernières paroles, qui auraient été « on remet ça les gars ».

C'est à travers un article publié par *Le Figaro* qui prend appui sur le témoignage de proches et de sa famille que l'on en apprend plus sur le profil de Quentin Deranque.

D'origine péruvienne de par sa mère, Quentin Deranque était âgé de 23 ans et était étudiant en sciences des données à l'Université Lumière Lyon II, après un cursus en mathématiques.

Il s'était converti au catholicisme avant son arrivée à Lyon, en fréquentant notamment la paroisse Notre-Dame-de-l'Isle à Vienne dans l'Isère, alors qu'il était originaire du village Saint-Cyr-sur-le-Rhône situé de l'autre côté du Rhône.

C'est également à Vienne qu'il a participé à quelques collages d'affiches pour le groupuscule royaliste, l'Action française, sans pour autant prolonger un engagement auprès de cette mouvance à Lyon.

Au moment de sa participation au service de sécurité du collectif « Nemesis », il vivait dans le quartier du Vieux-Lyon, partageant son appartement avec d'autres colocataires, dont Rémy C.

Ce dernier vient d'ailleurs d'être renvoyé devant la justice pour la participation à une attaque menée en 2018 par le groupuscule « Bastion social » contre des militants antifascistes.



Quentin Deranque avait prolongé la pratique de sa foi dans l'Église traditionaliste Saint-Georges dans le Vieux-Lyon, où la messe est dite en latin. Très porté sur la spiritualité et la philosophie, il lisait de nombreux ouvrages de théoriciens catholiques et avait fini par convaincre son père de se convertir, ce dernier choisissant son fils comme parrain de son baptême.

Quentin Deranque participait régulièrement à des maraudes pour les personnes sans domicile fixe organisées par sa paroisse et la collégiale Saint-Just tenue par la Fraternité sacerdotale Saint-Pierre.

Cette fraternité est issue de la fraternité sacerdotale Saint-Pie X, connue pour son catholicisme « intégral ». De ce point de vue, Quentin Deranque fait partie du mouvement de la « Nouvelle naissance », vivant la découverte de la foi comme une régénérescence morale et spirituelle totale.

Outre cette activité religieuse, Quentin Deranque a fréquenté plusieurs groupes catholiques traditionalistes et nationalistes-révolutionnaires.

Il a tout d'abord fréquenté l'organisation « Academia Christiana », une organisation catholique intégriste, avec laquelle il avait participé en octobre 2025 au pèlerinage traditionaliste « Nosto Fe » (« Notre foi » en provençal), qui est une démarche missionnaire par l'union de la culture provençale et de la foi catholique exprimée par une randonnée à travers des villages du sud de la France.

Quentin Deranque a également participé à plusieurs conférences de cette organisation ainsi qu'à sa fête de rentrée. En 2023, Gérard Darmanin demandait la dissolution d'« Academia Christiana », sans que cela n'aboutisse du fait des dénonciations erronées, car liées au mouvement Civitas.

Selon le groupuscule « Audace Lyon » né en 2019 dans le sillage de la dissolution du groupe néofasciste « Bastion social », Quentin Deranque fréquentait ce groupe pour s'entraîner à la boxe et faire du footing.

Dans son communiqué publié le 14 février 2026, ce groupuscule déclare :

« Au cours de l'affrontement qui a suivi, alors que les nationalistes luttaienent en infériorité numérique, notre camarade Quentin, bien connu de nos militants, a été isolé par les nervis gauchistes qui l'ont lynché au sol et laissé pour mort.

Le salut face à l'action des milices islamo-gauchistes ne viendra pas de la droite parlementaire et sioniste (...) mais bien de l'organisation concrète de notre autodéfense sur le terrain.

C'est à nous et à nous seuls qu'il incombe de faire en sorte que notre camarade ne soit pas mort en vain ».

Enfin, Quentin Deranque s'était rapproché du groupuscule néofasciste « Allobroges Bourgoïn » basé dans le nord de l'Isère, à Bourgoïn-Jallieu et comptant une dizaine de membres. C'est avec ce groupuscule qu'il a participé au défilé néofasciste organisé chaque année par le comité du 9 mai, en mémoire de Sébastien Dezieu, militant nationaliste mort en cherchant à fuir la police en 1994 à la suite d'une manifestation anti-américaine.

Il faut préciser ici une nuance qui a une importance capitale : Quentin Déranque, de par son profil, ne pouvait pas être un fasciste. C'était un militant d'une droite conservatrice, traditionaliste. Pour l'un de ses proches, « il était de droite, tendance nationaliste et illibérale, il aimait son peuple et sa civilisation mais épousait en même temps la modernité ».

Il évoluait en même temps clairement dans le milieu d'extrême droite de la région lyonnaise, avec donc une proximité avérée avec le groupe néofasciste baptisé « Allobroges Bourgoïn ».



Bourgoïn-Jallieu fait d'ailleurs partie d'une petite zone géographique où ont lieu depuis une dizaine d'années des concerts de NSBM pour « National Socialist Black Metal ».

Ainsi, il semble évident que, de par son origine, de par sa situation sociale, ainsi que du fait de son implication paroissiale, il est difficile d'imaginer Quentin Deranque être un militant fasciste, au sens d'être membre d'un groupe revendiquant l'ultra-violence « contre le système ».

Cependant, dans la société française issue du dérèglement général de l'après-Covid-19, tout a été chamboulé, il y a eu une rupture avec les filiations historiques antérieures. Le milieu d'extrême droite a lui aussi subi une décomposition avancée de son tissu militant.

La décomposition militante, notamment des structures dirigeantes, amène à la circulation des sympathisants et des militants dans un tissu déstructuré n'ayant qu'une faible rigueur théorique et pratique.

Par conséquent, cela participe à produire des individualités en décalage avec elles-mêmes et avec la réalité, se prenant pour ce qu'elles ne sont pas jusqu'à ce que le réel se rappelle à tous. Tel est le drame de Quentin Deranque.

Quentin Deranque s'est retrouvé à être ce qu'il n'était pas, en payant chèrement les conséquences.

Une situation aux effets politiques désastreux

C'est qu'il faut bien cerner les discours issus de la mort de Quentin Deranque. Pour l'appareil politique et idéologique institutionnel français, la France serait au « bord de la guerre civile » avec une « montée sans précédent de la violence politique » !

Ce sont là des commentaires typiques d'une époque qui ne cherche plus à saisir les choses dans leur contexte en les remplaçant dans le long déroulé de l'Histoire.

Rappelons donc le contexte des faits et les effets de toute cette affaire sur la dynamique politique en général en France.

On a une députée européenne de La France Insoumise militante pro-palestinienne, Rima Hassan, qui vient faire une conférence à Sciences-Po Lyon.

Un collectif identitaire de droite nommé « Nemesis » trouve judicieux d'aller faire un coup de communication de façon populiste et racoleuse pour littéralement faire le buzz sur ses réseaux sociaux. On a alors une ultra-gauche qui trouve bon de tomber dans le panneau en allant chercher la confrontation.

Si l'on regarde les choses avec de la hauteur et une conscience politique de l'Histoire, il est évident que toute cette agitation n'a aucun lien, ni impact avec le cœur de la société française.

De part et d'autre, on a des groupuscules qui vivent dans un entre-soi d'à peine quelques milliers de personnes ancrées dans les grandes villes.



Tous ces gens mènent leur vie quotidienne sans aucune valeur antagoniste tout en nourrissant leur « activisme » d'une consommation/production frénétique de réseaux sociaux.

Cela ne reflète en rien une véritable polarisation historique.

Ce que l'affaire de la mort de Quentin Deranque démontre essentiellement, c'est le pourrissement de la société française, pavant la voie à des attitudes irrationnelles, à du populisme consommateur, de l'individualisme fondé sur des violences gratuites sans envergure politique affirmée.



Pour les révolutionnaires, seul le positionnement sur la base de la critique scientifique du capitalisme et de sa tendance à la guerre est à même d'être productif en vue des futures luttes des classes.

Les choses sont claires : tout ce qui se passe dans ce pays par la médiation des forces politiques constituées actuellement n'est qu'un artifice du passé, une expression d'éléments décomposés sur le terrain des années 2000-2010, que la crise de régime débutée en 2024 sur fond de seconde crise générale ne fait que précipiter en dehors de l'Histoire.

Il ne faut absolument pas sombrer dans ce tourbillon de l'ancien monde et envisager l'avenir

qui arrive : celui de la guerre impérialiste ouverte, des luttes des classes et de la véritable opposition entre fascisme et antifascisme !

Les masses, d'ailleurs, ont bien compris la situation. Elles se méfient comme la peste des violents d'ultra-droite, avec leur brutalité et leur esprit fasciné par les raccourcis. Elles ne prennent pas au sérieux les excités d'ultra-gauche dont elles savent bien qu'ils finiront par rentrer dans le rang, et qui souvent proviennent de milieux aisés (ou bien du lumpenprolétariat).

En même temps, cependant, toute cette agitation stérile, fictive, artificielle... nourrit la narration nécessaire au maintien de l'ordre bourgeois, à la mise en place d'un régime plus dur afin de pouvoir aller à la guerre contre la Russie.

Les « antifa squads » se révèlent ici inopérants, en dehors de l'Histoire – ce qui est inévitable sans idéologie pour orienter, sans Parti pour guider ! ■

Raphaël Arnault, le prototype du petit-bourgeois utilisant la gauche de la gauche pour sa carrière

Il faut dire les choses telles qu'elles sont : avant l'affaire Quentin Deranque, il n'était pas vraiment possible de critiquer Raphaël Arnault. Comme celui-ci se présentait comme quelqu'un d'unitaire et tourné vers la lutte antifasciste, sa crédibilité apparente était immense à gauche de la gauche.



Naturellement, pour tous les révolutionnaires, le type était à vomir. On devinait le bourgeois aimant être bien habillé, appréciant de poser, jouant les porte-paroles d'un mouvement réduit à l'antifascisme afin d'avoir toujours raison.

C'est l'exemple même du type qu'on ne veut pas, qui voit la gauche de la gauche comme l'extrême-droite le fait, sauf que lui trouve ça bien. Odieux, infect, insupportable, ignoble, tels sont les adjectifs qui vous viennent en tête quand on voit ce genre de personnage.

Il est tout à fait logique qu'un bourgeois comme lui, infiltré à gauche de la gauche, ait pu ressortir et faire carrière. La Jeune Garde naît avec des « antifa squads » allant se taper avec des fachos, et lui devient ainsi député. Rien d'étonnant.

Rien de surprenant ainsi à son attitude dans l'affaire Quentin Deranque. Dès le début de l'affaire, la Jeune Garde (et donc Raphaël Arnault) se dédouane de tout par l'intermédiaire de son avocat.

« La Jeune Garde ayant suspendu toutes ses activités dans l'attente de la décision du Conseil d'État, elle ne saurait être tenue responsable des tragiques événements ayant eu lieu à Lyon le jeudi 12 février 2026.

Une enquête judiciaire est en cours. Si l'Histoire du fascisme repose sur l'idéalisation de la violence et la romantisation de la mort, la tradition antifasciste s'y oppose au nom de l'égalité, de la fraternité et de la vie.

C'est en ce sens que Raphaël Arnault, ancien porte-parole de la Jeune Garde s'est exprimé en réaction au décès de Quentin D.

Me Aïnoha PASCUAL, avocate au bureau de Paris »

Le vendredi 13 février 2026, Raphaël Arnault repartage un message publié sur le réseau social X par le coordinateur de « La France insoumise », Manuel Bompard qui déclarait la chose suivante :

« À la suite d'affrontements violents à Lyon ce jeudi soir, un jeune homme est entre la vie et la mort.

Nos pensées vont à lui et à ses proches. La France insoumise condamne avec la plus grande fermeté toute violence physique, comme elle l'a toujours fait.

Contrairement à ce que certains veulent faire croire, à aucun moment Rima Hassan ou les équipes de La France insoumise qui l'accompagnaient pour la conférence organisée à l'IEP de Lyon n'ont eu de contact avec les groupuscules fascistes qui ont tenté de la perturber.

Une enquête est en cours et elle doit établir les circonstances et les responsabilités. Ce climat de violences doit cesser. Personne ne doit perdre sa vie pour ses idées. »

Le lendemain, samedi 14 février 2026, Raphaël Arnault publie son premier message personnel dans lequel il se dissocie clairement des militants « antifas » :

« J'apprends ce décès avec horreur et dégoût. Ce que je redoute depuis des années à Lyon se perpétue. J'adresse mes condoléances à la famille de ce jeune homme et je souhaite que toute la lumière soit faite sur ce drame »

Avant d'enfoncer le clou, le mardi 17 février, en lâchant ouvertement son propre camarade et assistant parlementaire :

« Comme indiqué par un communiqué de son avocat, mon collaborateur Jacques-Elie Favrot a cessé toutes ses activités parlementaires.

Dès hier, avant d'apprendre son interpellation ce soir, nous avons engagé auprès des services de l'Assemblée les procédures pour mettre fin à son contrat. À l'enquête désormais de déterminer les responsabilités. »

C'est là une attitude typique de bourgeois. Il n'y a aucune loyauté, sans même parler de radicalité. Raphaël Arnault veut s'installer dans le paysage et il n'est pas prêt à se « brûler » pour défendre ses propres amis coûte que coûte, et quand on dit amis, on parle de compagnons de lutte.

Sans doute dira-t-il, voire pense-t-il qu'il pourra ainsi leur rendre davantage service ensuite. C'est là le machiavélisme caractéristique des opportunistes, qui cherchent à justifier auprès d'eux-mêmes leurs attitudes qui n'ont d'autre sens que celui de l'accumulation de privilèges bourgeois. ■

Quelques réactions politiques significatives à la suite de la mort de Quentin Deranque

Dès le vendredi 13 février 2026, alors que Quentin Deranque est en état de mort cérébrale, mais pas encore officiellement décédé, les médias s'emparent du sujet. La confirmation de son décès le lendemain provoque une onde de choc et oblige les différentes organisations politiques à se prononcer.



Il y a d'abord logiquement la droite qui en a profité à fond pour critiquer de manière virulente « La France insoumise » pour avoir investi le porte-parole de la Jeune Garde, Raphaël Arnault comme candidat de « La France insoumise – Nouveau Front populaire » dans la première circonscription du Vaucluse.

Eric Zemmour, représentant de la droite identitaire avec son parti « Reconquête » fondé en 2021, publie sur le réseau social « X » dès le 13 février un message offensif visant à polariser clairement contre la Gauche, non pas seulement postmoderne, mais également celle liée à la tradition historique :

« L'assassinat de Quentin n'est pas révélateur « du degré de violence de notre société ». Il révèle uniquement la violence de l'extrême gauche depuis la révolution et les communistes.

L'État doit arrêter ces milices, les condamner et dissoudre pour de bon la Jeune Garde. Arrêtons de tolérer ces gens ! »

Dans une logique plus posée de concorde nationale, Marine Le Pen cherche à emporter « la France insoumise » dans la tourmente :

« L'agression effroyable qui a eu lieu à Lyon et qui laisse un jeune homme de 20 ans entre la vie et la mort appelle le gouvernement à sortir de sa torpeur face à des milices d'extrême-gauche qui depuis des années, s'appuyant sur la complaisance et le soutien de partis tels que la France insoumise, multiplient dans l'espace public intimidations, menaces et agressions.

La démocratie ne saurait accepter plus longtemps ceux qui veulent l'abattre.

Compte tenu de la gravité des menaces et des intentions criminelles clairement manifestées, le gouvernement doit considérer ces milices comme des groupes terroristes.

Ce qui implique qu'elles soient traitées comme tels et que leur soient appliqués la législation et les textes en vigueur en la matière. »

Jordan Bardella, président du Rassemblement national, ne dit pas autre chose.

« Après une violente agression par des membres de la Jeune Garde, dont certains seraient proches du député LFI Raphaël Arnault, un militant proche du Collectif Némésis est entre la vie et la mort.

Les faits sont d'une extrême gravité et appellent la mobilisation de l'ensemble de la classe politique. L'impunité de l'extrême gauche doit cesser : outre la condamnation exemplaire des coupables, je souhaite que la dissolution de ce groupuscule soit enfin effective. »

Dans une logique similaire, Bruno Retailleau, ancien ministre de l'Intérieur et tout juste candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027, cible pareillement La France Insoumise :

« Le tabassage à mort de Quentin par des militants d'ultra gauche est un témoignage horrifant de l'extrême violence qui règne dans les satellites qui gravitent autour de LFI.

J'adresse à la famille et aux amis de Quentin toutes mon soutien, et souhaite que l'enquête aboutisse rapidement afin que justice soit faite. »

De manière générale, toute la droite saisit toute l'opportunité historique de mettre hors jeu la gauche par l'intermédiaire de l'attaque contre « La France Insoumise » et de son aile ultra, pour mieux sortir renforcée de la séquence, qui plus est à quelques semaines des élections municipales, elles-mêmes tremplin vers l'élection présidentielle de 2027.

La pression de la droite est relayée par toute une série de médias créés précisément pour appuyer dans l'opinion publique les thèmes et discours de l'extrême droite, par exemple le média « Frontières », et bien évidemment « Cnews », « Europe 1 » et « le Journal du dimanche », récemment passé sous contrôle du grand bourgeois catholique Vincent Bolloré.

À cela s'ajoute une intensification de la pression avec la divulgation sur les réseaux sociaux des données personnelles (« doxing ») sur des membres de la Jeune Garde comme ayant supposément participé au lynchage de Quentin Deranque.

C'est par la voix de Nathalie Arthaud qu'une première figure de gauche prend position de manière politique (et non pas seulement « juridique ») le dimanche 15 février.



Elle s'attire les foudres de la droite pour ses propos :

« La mort dans une rixe de Quentin D est tragique. Mais l'indignation de Macron-Le Pen est sélective : les nervis d'extrême droite font le coup de poing contre immigrés, mil [militants] de gauche, homos. Ils sont dangereux mais [c'est] avec l'unité et l'orga des travailleurs qu'ils seront combattus. »

De manière générale, c'est La France Insoumise qui est passablement ciblée comme responsable indirecte du fait de ses liens avec la Jeune Garde et de l'investiture de Raphaël Arnault comme député sur ses listes.

Dans l'après-midi du mardi 17 février, plusieurs locaux et permanences parlementaires de « La France insoumise » sont vandalisés.

Le mercredi 18 février, une alerte à la bombe au siège national des « Insoumis » oblige à l'évacuation du lieu et à ce que la police intervienne pour trouver une bombe qui s'avère inexistante. Un mail de revendication est envoyé aux « insoumis » dans lequel il est dit :

« Je viens de poser des explosifs dans vos locaux, j'ai bien fait mon travail (de nuit) de façon à ce que on ne puisse pas les trouver, je vais tous vous tuer. Je vais tuer tous les crouilles, les gauchistes et autres nègres, tout va exploser à 13h et vous mourrez tous. Vous allez le payer au centuple pour avoir assassiné Quentin. En 2027 on va faire du sale. »

Cette fuite des responsabilités est également la ligne de conduite adoptée par la militante Rima Hassan qui déclare :

« Je confirme n'avoir jamais fait appel à la Jeune Garde pour assurer une quelconque protection lors de mes déplacements. »

Le 13 février, elle s'était déjà lavée les mains de la manière suivante :

« J'ai appris avec effroi les faits concernant le jeune homme Quentin, actuellement entre la vie et la mort à la suite d'un affrontement survenu hier à Lyon entre des militants antifascistes et des militants identitaires, présents aux côtés du collectif d'extrême-droite Némésis, venus perturber la conférence à laquelle j'étais invitée à participer par les étudiants de Sciences Po.

Pour chacun de mes déplacements, le seul et l'unique service d'ordre avec lequel je collabore et qui m'accompagne est celui de La France insoumise qui n'a jamais recours à la violence et qui n'est en aucun cas impliqué dans ces affrontements.

Une enquête doit faire toute la lumière sur les circonstances de ces faits extrêmement graves et inacceptables que je condamne fermement.

Les personnes responsables de ces violences doivent rendre des comptes dans les plus brefs délais pour que justice soit faite. »

Le mardi 17 février, l'Assemblée nationale a même fait une minute de silence en mémoire de Quentin Deranque. Ce même jour, le journal « Le Canard enchaîné » publie des vidéos de riverains qui montrent la confrontation entre le groupe « antifa » et le groupe nationaliste, avec des membres de ce dernier utilisant diverses armes par destination ainsi qu'une bombe lacrymogène.

La gauche de la gauche à la remorque de La France Insoumise

Afin de se sortir de la situation délicate d'avoir à aborder la question de la violence, qui plus est contre l'ultra-droite ou l'extrême-droite, la gauche de la gauche s'est précipitée dans la défense de La France Insoumise.

La première réaction de Révolution permanente est exemplaire du genre. Le titre de l'article publié sur son média en ligne a été « Mort d'un militant néofasciste : faire front face à l'instrumentalisation autoritaire qui se prépare ».

Le décès passe totalement à la trappe, tout comme bien entendu la question de la violence. Il est vu comme une simple opportunité pour se mettre en avant comme « unitaire » et surtout pour converger avec La France Insoumise, afin de se procurer une bonne image et de donner l'impression de faire partie du panorama.

La conclusion de l'article est lunaire, tellement elle est déconnectée de l'affaire en soi.

« L'instrumentalisation politique en cours prépare des attaques brutales, le mouvement ouvrier et l'ensemble des organisations qui s'opposent aux idées racistes de l'extrême droite doivent dénoncer la rhétorique dominante, s'organiser pour défendre le droit de se réunir et de manifester et s'opposer aux offensives autoritaires en cours et à venir. »

Cette manière de contourner les questions de fond est systématique, on la retrouve partout. N'ayant pas de prise pour le réel, existant par les réseaux sociaux, toutes ces structures, tous ces mouvements, toutes ces organisations doivent chercher une narration pseudo-constructive, pseudo-polémique.

C'est, au sens strict, ce que les gens appellent de la « politique » et c'est bien entendu absolument condamnable, puisque c'est de la manipulation, de la contorsion, de l'auto-promotion aux dépens de la réalité.

Il n'y a aucune recherche de contenu, aucun effort sur le plan des idées.

Le 15 février, le « Pôle de renaissance de communiste en France » (PRCF), qui a la nostalgie du PCF des années 1980, communique la chose suivante :

« Exploitant les évènements qui ont mené à la mort violente d'un jeune homme engagé du côté de l'identitarisme d'extrême droite, et sans dire mot des fascistes qui provoquent systématiquement les militants dénonçant le génocide de Gaza (est méthodiquement visée l'eurodéputée Rima Hassan), Macron a profité des circonstances pour criminaliser une fois de plus La France Insoumise (LFI) ; c'est-à-dire un mouvement qui, par-delà ses inconséquences (notamment ses illusions politiques sur la possibilité de réorienter du dedans la « construction » européenne), a le tort d'exiger la destitution de Macron, ce casseur méthodique de France, de paix continentale et d'acquis sociaux. »

Le 17 février, la récente scission du PRCF, l'Organisation communiste de France, qui est tout aussi nationaliste, publie un billet « Quentin D. Ou le RN et les LR au pied du mur » dans lequel on lit :

« LFI doit être soutenue, et la contradiction entre la droite et l'extrême droite électorale d'un côté, et la sphère fasciste de l'autre, doit être accentuée. La meute des loups doit être divisée. »

Le 18 février, lors d'un meeting de soutien aux candidats de Révolution permanente » pour les élections municipales dans le 13e arrondissement de Paris, Anasse Kazib déclare pareillement, dans la lignée de son organisation :

« Depuis ce week-end, après la mort d'un militant néofasciste lyonnais, à qui les groupes les plus racistes et violents du pays ont rendu hommage, on assiste à une grande offensive contre les militants antifascistes et la France Insoumise.

Ils veulent instrumentaliser la situation pour criminaliser toutes celles et ceux qui luttent contre l'extrême droite. Je voulais apporter ma solidarité aux camarades de LFI, dire que l'antifascisme n'est pas un crime et surtout dire qu'il va falloir faire front contre ces offensives. »

Le même jour, le « Nouveau Parti Anticapitaliste - L'anticapitaliste » publiait un communiqué au titre à la portée stratégique : « Défendre LFI, faire front face à la fascisation. ».

Du côté du « NPA-Révolutionnaires », il était publié une brève qui dénonce l'utilisation de la mort de Quentin Deranque par le gouvernement « prétexte à la restriction de la liberté d'expression » après l'annonce d'une restriction des conférences politiques dans les universités françaises. La brève conclue par :

« Mais en fait le ministre vise surtout les élus et responsables de la France insoumise et ne s'en cache même pas. (...) »

Au même moment, l'université de Lille avait voulu empêcher Jean-Luc Mélenchon de venir s'adresser aux étudiants. Par contre ces tentatives d'interdiction ne semblent jamais s'appliquer aux courants politiques qui soutiennent Macron et la politique génocidaire de Netanyahou. Un hasard ? »

Le 19 février, Nathalie Arthaud de « Lutte Ouvrière » déclarait elle aussi :

« Il y a une cabale politique écoeurante contre LFI et n'hurlerai pas avec les loups (...). L'ensemble du monde politique voit l'occasion rêvée de faire la peau à Jean-Luc Mélenchon. »

Le 16 février, les trotskistes du « Parti communiste révolutionnaire » publiaient le communiqué « Campagne contre LFI : le mouvement ouvrier doit réagir ! » qui dit :

« Un front unique de toutes les organisations de gauche – politiques et syndicales – doit se former pour mobiliser largement la jeunesse et les travailleurs contre la violence des groupuscules fascistes, les violences policières, les agressions racistes, la répression des militants syndicaux et la campagne de stigmatisation permanente des immigrés et des musulmans. »

Le 20 février, le groupe à prétention marxiste-léniniste « Union pour la Reconstruction communiste » publiait un communiqué le 20 février dans lequel il se mettait pareillement à la remorque de La France Insoumise :

« L'enquête, pour peu qu'elle sorte du brouillard créé par les médias dominants, déterminera la part personnelle de responsabilité des personnes dans cette mort tragique, mais il est à craindre qu'elle ne détermine pas, en l'état de la justice en France, quelles sont les responsabilités respectives du grand capital et du pouvoir et des médias à ses ordres, et qu'elle reste silencieuse devant toutes les attaques odieuses qui touchent le camp progressiste, LFI en particulier – à laquelle nous apportons notre soutien - et contribuent à légitimer la violence fasciste. »

Naturellement, toute cette soumission à La France Insoumise a pu apparaître comme trop difficile à tenir pour d'autres, qui se sont alors contentés de rester silencieux (« Unité communiste », « Reconstruction Communiste, la CDP, etc.), passant totalement à côté d'une séquence qui les dérangeait trop, et qui ont préféré passer leur tour.

Comme s'il était possible de passer son tour et de considérer qu'un tel moment de crise ne nécessite pas de participer à la bataille politique, idéologique. ■

La marche de l'ultra-droite en hommage à Quentin

Deranque, samedi 21 février 2026 à Lyon

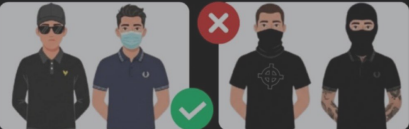
Le samedi 21 février 2026 a eu lieu une marche en hommage à Quentin Deranque à Lyon. Cette marche organisée par Aliette Espieux, une figure de la droite catholique lyonnaise mariée à un militant nationaliste révolutionnaire, Eliot Bertin, avait pour but de rassembler la mouvance d'ultra-droite de tout le pays.

HOMMAGE À LYON POUR QUENTIN : CONSIGNES

L'hommage à Quentin ce week-end est un moment important. Nous serons observés (autorités, médias, caméras), avant pendant et après l'hommage. L'objectif est clair : être irréprochables et incarner la droiture de notre camp. Nous serons observés. Soyons dignes pour Quentin et sa famille.

VÊTEMENTS

- Optez pour une tenue simple et sobre.
- Évitez les logos ou symboles liés à des groupes ou organisations du milieu.
- Pas de symboles polémiques ou mal interprétables.
- Si vous avez des tatouages à connotation politique, pensez à les couvrir.
- Pas de cagoule. Cache-cou tolérés, mais privilégiez un masque chirurgical.

**COMPORTEMENT**

- Ignorez toute provocation. Ne répondez pas aux journalistes.
- Aucun affrontement, aucune "gogolerie".
- Des forces de l'ordre seront présentes : restez calmes et disciplinés.
- Pas de bars : restez dignes et sobres en public pour tout le week-end.
- Évitez de rester seul ou en petit groupe pour éviter toute agression antifa.

Dès vendredi soir et jusqu'à dimanche, la ville sera sous surveillance maximale. Des journalistes seront partout, à l'affût du moindre incident avant, pendant et après le rassemblement pour nous salir. Les antifa tenteront de provoquer : ne tombez dans aucun piège.

Nous sommes nationalistes, nous sommes dignes. Pour Quentin et pour l'avenir de nos hommages, montrons le meilleur de nous-mêmes.

Des consignes de bonne tenue furent préalablement diffusées par un groupe nationaliste-révolutionnaire, avec notamment une « tenue simple et sobre », l'interdiction de la cagoule, le voilage des possibles tatouages, l'interdiction de la croix celtique, « aucun affrontement, aucune gogolerie », etc.

La nature de cette marche a eu comme conséquence le fait que Jordan Bardella du Rassemblement national appelle ses cadres à ne pas y participer. La famille de Quentin Deranque n'était elle-même pas présente.

Le bilan de la marche est le rassemblement de 3 200 personnes selon la préfecture, avec des gens dans l'ensemble issus du milieu de l'ultra-droite et encadrées par un service d'ordre lui-même issu des

sphères décomposées du nationalisme révolutionnaire. Le service d'ordre était notamment emmené par des membres affiliés au « Comité du 9 mai » qui organise une manifestation annuelle à Paris en mémoire de Sébastien Dezieu, militant nationaliste décédé en mai 1994 après une manifestation contre les Etats-Unis qui fut interdite.

Maintenant à distance les médias classiques et derrière des banderoles « Justice pour Quentin » et « l'extrême-gauche tue », la marche a lentement parcouru un peu plus d'un kilomètre. Les slogans scandés étaient les suivants : « antifa assassins, LFI complice », « Arnault en prison », « Justice pour Quentin », « l'extrême gauche tue », « Jeune garde en prison, libérez la ville de Lyon ».

Sur le parcours, il y a eu quelques incidents, avec notamment des cris de « sales bougnoules », « sale race de merde » lancés contre des personnes venues invectiver les participants. Répondant ensuite à une autre invective lancée par une personne à sa fenêtre, les manifestants y répondaient par « On est chez nous » et « La rue, la France nous appartient ». Un participant réalise aussi un « Sieg Heil ». Ces faits ont obligé la préfète du Rhône à faire trois signalements.

La manifestation s'est terminée rue Victor Lagrange où a été tué Quentin Deranque. Lors de cette arrivée, le Service d'ordre a déployé une banderole où était inscrite « Adieu Camarade » avec à droite le visage de Quentin Deranque surmonté d'une auréole et à gauche le symbole chrétien du chrisme.

Des cantiques chrétiens et contre-révolutionnaires sont chantés devant cette banderole et derrière quelques personnes postées en rang qui portent des flambeaux. Quelque temps après, les manifestants se sont dispersés dans le calme.



Le bilan de cette marche n'est pas évident à faire, et pourtant il en ressort quelque chose de puissamment contradictoire.

Numériquement, cela ne pèse pas lourd alors que le contexte politique était plus que favorable. Sur le plan politique et idéologique, c'est une catastrophe pour l'ultra-droite incapable de

s'assumer elle-même, se couchant derrière les appels médiatiques à la « respectabilité », alors même que la famille de Quentin Deranque et le RN de Jordan Bardella s'étaient d'emblée dissociés.

Par conséquent, la marche en hommage à Quentin Deranque ne fut ni une démonstration de force antagonique sur un mode fasciste revendiqué, ni une manifestation qui visait à populariser et élargir les thèmes d'extrême-droite.

Inversement, on a la production d'une nouvelle scène politique, appelée à se radicaliser. Elle ne réclame pas d'autonomie politique, assumant d'être à la remorque de la droite républicaine et du Rassemblement national, tout en se voulant un aiguillon, des troupes de choc, etc.

C'est la transformation d'une ultra-droite en une mouvance fasciste venant appuyer la tendance à la droitisation généralisée.

On notera également que malgré les appels d'« antifas » à se mobiliser pour « ne pas laisser la rue aux fascistes », il n'y a eu aucun fait d'affrontement dans l'après-midi, ni dans la soirée du 21 février 2026 à Lyon. Il faut également noter l'absence de toute communication de Raphaël Arnault au sujet de cette manifestation, et l'absence d'organisation d'une contre-manifestation. ■

Tribune de 180 personnalités - « Affirmer notre antifascisme : le devoir du moment »

publiée dans l'Humanité du 20 février 2026

Appel sincère visant à préserver l'affirmation antifasciste, cette tribune est également inversement l'expression d'une grande peur au sein des intellectuels bourgeois *de gauche* en France.

Ils craignent un renversement idéologique à leurs dépens, ce qui exigerait d'eux un véritable engagement, ce qu'ils ne conçoivent bien entendu pas du tout de par leur mode de vie entièrement bourgeois.

C'est toutefois l'un des principaux documents de cette séquence, car il reflète tout à fait le désarroi provoqué par la situation, le basculement que tout le monde devine dans le pays.

« Nous vivons des temps dangereux, où le camp du suprémacisme, de l'extrême droite et du néofascisme se trouve en position de force partout dans le monde.

La France ne fait malheureusement pas exception à cette vague mondiale. Il s'agit à la fois d'une montée de l'extrême droite institutionnelle, mais aussi d'une extrême droitisation des discours médiatiques et politiques en général, ainsi que de la violence de rue.

Nous pouvons affronter ce péril si le camp antifasciste est solidaire et déterminé pour empêcher le pays de sombrer dans le pire.

À ce titre, nous sommes à un tournant. Le 12 février dernier, à Lyon, un drame a eu lieu : la mort d'un militant d'extrême droite, manifestement venu participer à une rixe contre des militants antifascistes.

La mort violente d'un jeune de 23 ans est toujours inacceptable, et nous nous sommes horrifiés par elle. Depuis ce drame, nous assistons avec sidération à la tentative d'instaurer une véritable chape de plomb sur la gauche et les forces antifascistes, qu'elles soient institutionnelles ou issues du mouvement social.

L'extrême droite dans toutes ses composantes a imposé un récit univoque établissant un continuum sans nuance entre les responsables du décès de Quentin Deranque, l'ensemble des militants antifascistes et la France insoumise.

Cette lecture des événements a été reprise sans aucune distance critique par les médias mainstream, le gouvernement, et une très grande partie de la classe politique. Laisser ainsi le camp suprémaciste dicter sa lecture des événements est irresponsable.

C'est faire le lit de l'extrême droite et aider à une manœuvre qui vise, pour la première fois depuis la Libération, à inverser les rôles entre fascistes et antifascistes.

Nous sonnons l'alerte : historiquement, l'extrême droite a souvent instrumentalisé des violences comme celle-ci pour mettre au pas la société. En 1930, la mort du militant nazi Horst Wessel, engagé dans la SA, a été transformée en mythe par Goebbels au service de la victimisation du parti nazi.

Bien sûr, cette séquence a sa spécificité historique et on ne saurait la plaquer simplement sur notre réalité contemporaine. Mais plus proche de nous, rappelons-nous comment, aux États-Unis, Trump et les siens ont instrumentalisé l'assassinat de Charlie Kirk pour réprimer les mouvements sociaux et classer officiellement les antifascistes comme mouvement terroriste.

Notre devoir n'est pas de crier avec les loups pour accabler le mouvement antifasciste ou la France insoumise.

L'urgence est de faire bloc pour d'abord réaffirmer une réalité que montrent tous les chiffres : la violence politique vient d'abord de l'extrême droite. 90 % des morts d'assassinats politiques entre 1986 et 2021 sont le fait de ce camp.

Depuis 2022, 12 personnes ont été tuées des mains de l'extrême droite dans notre pays. Encore ces derniers jours, des permanences politiques et syndicales, des bars et des lieux de convivialité ont été pris pour cible, faisant plusieurs blessés.

Nous devons être nombreux à refuser la diabolisation de l'antifascisme, et son corollaire, la dédiabolisation du fascisme.

Premiers signataires :

Annie Ernaux, écrivaine,
prix Nobel de littérature 2022
Johann Chapoutot, historien
Abdourahman Waberi, Écrivain
Frédéric Lordon, chercheur en philosophie
Bernard Friot, sociologue et économiste
Michael Löwy, sociologue
Sophie Wahnich, historienne, directrice de
recherche CNRS
Éric Vuillard, écrivain, lauréat du prix
Goncourt 2017
Edouard Louis, écrivain
Sabina Issehnane, économiste
Joseph Andras, écrivain,
Sandra Lucbert, autrice
Mathilde Larrère, historienne

Eric Fassin, sociologue
Laurent Binet, écrivain
Xavier Mathieu, comédien
Marwan Mohammed, Sociologue
Zarah Sultana, députée britannique
Fanny Gallot, historienne
Ugo Palheta, sociologue
Jean-Marc Schiappa, historien
Et aussi :
Stathis Kouvelakis, philosophe
Tariq Ali, historien
Arnaud Houte, historien, Sorbonne
Université
Jean Vigreux, Historien Université de
Bourgogne
Nicolas Offenstadt, Historien, Université
Paris I Panthéon-Sorbonne

Zoé Carle, enseignante-chercheuse
 Claire Vivès, Sociologue
 Nicolas Da Silva, économiste
 Emmanuel Renault, Professeur de philosophie, Université Paris Nanterre
 Aurore Koechlin, sociologue, militante féministe
 Léo Rosell, doctorant en histoire contemporaine
 Mickaël Idrac, professeur de sociologie à l'université de Liege (Belgique) et fellow de l'institut convergences migrations (France)
 Benoit Schneckenburger, philosophe
 Sylvain Billot, Statisticien économiste
 Clément Sénéchal, essayiste
 Julien Talpin, sociologue, directeur de recherche au CNRS
 Nicolas Vieillescazes, éditeur
 Ludivine Bantigny, historienne
 Frédéric Lebaron, sociologue
 Hugo Touzet, Sociologue
 Vincent Dain, doctorant en science politique
 Charlotte Brives, anthropologue
 Tristan Haute, politologue
 Filippo Ortona, journaliste
 Eric Berr, économiste
 Carlotta Benvegnù, Sociologue
 Armelle Mabon, Historienne
 Stefano Palombarini, économiste, maître de conférences Paris 8
 Jean-Baptiste Comby, sociologue
 Alain Maillard, sociologue
 Déborah Cohen, MCF en histoire
 Joël Schnapp, historien
 Jonathan Cornillon, maître de conférences en Histoire romaine (Sorbonne Université)
 Fabien Archambault, historien, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
 René Monzat, Chercheur indépendant, Militant syndical
 Davide Gallo Lassere, Maître de Conférence en Politique Internationale
 Hèla Yousfi, Sociologue, Maître de conférences, Université Paris-Dauphine
 Benjamin Lemoine, économiste, CNRS
 Bernard Aghina, architecte
 Juan Carlos Durant C. peintre
 Jean-Louis Hess, artiste
 Georges Yoram Federmann, Psychiatre
 Gymnopédiste
 Isabelle d'Artagnan, historienne, présidente de l'IRELPA
 Paul Elek, doctorant en sociologie
 Barbara Métais-Chastanier, Maîtresse de conférence en littérature et arts
 Sylvain Excoffon, syndicaliste, universitaire
 Pascal Maillard, universitaire
 Georges Jablonski-Sidéris, historien

Michel Feher, Philosophe
 Prescillia Martin, réalisatrice
 Gilles Sandoz, Producteur Cinema
 Safia Dahani, politiste
 René-Omar Llored, professeur en lycée public, chercheur indépendant
 Alexis Cukier, philosophe
 Grégoire Chamayou, Chercheur en Philosophie
 Cédric Durand, Économiste
 Julien Giudicelli, maître de conférences HDR en droit public, Université de Bordeaux
 Jean Claude Meyer, Agrégé de philosophie
 Françoise Vergès, autrice, militante féministe décoloniale antiraciste
 Nicolas Renahy, sociologue
 Martin Mourre, historien
 Vincent Goulet, sociologue, chargé de cours à l'université de Strasbourg
 Rachid Bouchareb, sociologue
 Hugo Harari-Kermadec, sociologue, professeur des universités
 Pablo Stefanoni, journaliste
 Pauline Seiller sociologue
 Cécile Gintrac, géographe
 Nahema Hanafi, historienne
 Paul Mayens, historien
 Bruno Amable, économiste
 Isabelle Garo, philosophe
 Jean Rivière, Enseignant-chercheur en géographie
 Jules Falquet, philosophe, professeure des universités
 Samuel Bouron, sociologue
 Federico Tarragoni, Professeur des Universités en sociologie politique
 Laurence De Cock, historienne et enseignante
 Clarisse Guiraud, enseignante en sciences économiques et sociales
 Michael Löwy, sociologue
 Carlo Vercellone, Professeur émérite en sciences de l'information et de la communication
 Ludivine Bantigny, historienne
 Hélène Quanquin, enseignante-chercheuse
 Hannah, Bensussan, Économiste
 Vincent Bollenot, Historien
 Manuel Cervera-Marzal, sociologue
 Egoitz Urrutikoetxea, doctorant en histoire
 Marion Beauyalet, sociologue
 Ozgur Gun, Économiste, Université de Reims
 Olivier Neveux, historien, enseignant-chercheur
 Franck Gaudichaud, sociologue, revue Contretemps
 Michel Feher, Philosophe
 Charlène Calderaro, sociologue

Théo Roumier, syndicaliste, auteur, rédaction de Contretemps web.
 Katell Brestic, enseignante-chercheuse, histoire du nazisme
 Séverine Chauvel sociologue
 Caroline Ibos, sociologue
 Hadrien Clouet, Député /Sociologue
 Yannick Bosc, Historien
 Fabrice Riceputi, historien
 Mélanie Fabre, historienne, maîtresse de conférences, Université Picardie-Jules Verne
 Stéphanie Dauphin – MCF en histoire contemporaine
 Laurent Lévy, membre du comité de rédaction de Contretemps-web
 Tristan Auvray, Maître de conférences en économie
 Vincent Gay, sociologue, membre de la rédaction de la revue Contretemps
 Aurélie Dianara Andry, Historienne
 Salvatore Prinzi, chercheur (Conseil national de la recherche, Italie)
 Vanessa Caru, historienne
 Claire Lemerrier, historienne
 Magali Bessone, philosophe, universitaire
 Fabrice Virgili, historien
 Dr Zoé, Présidente de La Brèche
 Paul Boulland, historien, CNRS
 Dany Lang, économiste
 Pierre Bravo, Gala Libraire
 Daniele Joly Professeure Emérite Université de Warwick
 Samuel Tracol, agrégé d'histoire, doctorant en histoire contemporaine
 Sophie Djigo, philosophe
 Fanny Madeline, Historienne
 Anne Jollet, historienne
 Thierry Discepolo, Éditions Agone
 Michele Mancarella, Enseignant-chercheur en physique
 Germana Berlantini, docteure en philosophie
 Cosimo Lisi, historien, chargé de cours, Université Paris8
 Tommaso Pirrone, sociologue, Doctorant CNAM Paris
 Karin Fischer, professeur des universités en études irlandaises et britanniques
 Henri Maler, philosophe
 Annie Lacroix-Riz, historienne
 Roland Pfefferkorn, professeur émérite de sociologie

Julien Giudicelli, Maître de conférences HDR en droit public, Université de Bordeaux
 Pierre Serna, historien
 Geoffroy de Lagasnerie, philosophe
 Didier Éribon philosophe
 Christian Lehmann, médecin et écrivain
 Christophe Cotteret, cinéaste documentaire
 Christiane Vollaire , Philosophe
 Arno Bertina, écrivain
 Annick Coupé et Christian Mahieux, comité éditorial Les Utopiques
 Julien Lefèvre, enseignant
 Giorgio Fabbri, économiste, directeur de recherche CNRS
 Agnes Fine, anthropologue, D.E Ehess retraitée
 Fabrice Guilbaud, sociologue, Maître de conférences à l'UPJV, syndicaliste
 Pierre Crétois, MCF philosophie
 Raïssa Maillard, Enseignante.
 Thomas Posado, MCF, Université de Rouen Normandie
 Pierre-Emmanuel Berche, enseignant-chercheur, Rouen
 Alexandre Dupont, MCF histoire
 Julie Pagis, sociologue, chercheuse au CNRS
 Cécile Jouhanneau, enseignante-chercheuse
 Sébastien Fontenelle, journaliste à Blast
 Sylvie Tissot, sociologue
 Chloé, Tardivel, Chercheuse postdoctorante
 Gilles Bourhis, syndicaliste de l'ESR et libre penseur
 Francesco Brancaccio, Docteur en Sciences Politiques, Enseignant contractuel à Sciences Po Paris, Université Paris 8 et Nanterre Université
 Matteo Polleri, ATER Sciences Po Lyon / chercheur associé Sophiapol, Université Paris Nanterre
 Luca Paltrinieri, philosophe
 Alain Bihr sociologue
 Serge Bloch, illustrateur
 Christine Hélot, linguiste Université Strasbourg
 Cherif Ferjani, politologue, Professeur des universités
 Julie Sermon, historienne, Enseignante-chercheur
 Vincenzo Celiberti, Archéologue préhistorien, chercheur UPVD
 Vanille Laborde MCF contractuelle en science politique

La France Insoumise et la Jeune Garde : un front sur la ligne historique des trotskistes de l'OCI et de la CGT-FO

Le 5 octobre 2025, 4000 personnes participaient à un meeting international à Paris, au Palais des Sports. De manière fort étrange, personne n'en a entendu parler.

Or cette conférence reflète un appel contre la guerre signé par toute une série de députés de La France Insoumise : Ségolène Amiot, Gabrielle Cathala, Beranger Cernon, Sophia Chikirou, Jean-François Coulomme, Elise Leboucher, Jérôme Legavre, Elisa Martin, Marie Mesmeur, Sandrine Nosbe, Danièle Obono, Thomas Portes, Aurélien Taché.

C'est politiquement un signe notable qu'autant de députés d'un mouvement participent à une initiative. C'est lourd de sens.

On a également plus de 200 syndicalistes français qui ont participé, ainsi que plus de 200 personnes signataires en tant qu'activistes.

Il faut ajouter à cela des structures syndicales : CGT Amadeus, section fédérale CGT-FO des OSDD, section syndicale CGT Finances Publiques du Var, SUD PTT Seine-Saint-Denis, syndicat CGT-FO des personnels territoriaux du Maine-et-Loire, syndicat CGT-FO des salariés des professions de l'assurance et de l'assistance, Hauts-de-Seine, Union Locale CGT Toulon, Union nationale CGT-FO des syndicats de la santé privée, Union Pirate Rennes.

On a, enfin, un seul parti politique français : le Parti Ouvrier Indépendant. C'est lui qui est à la source de l'initiative, comme il l'explique dans sa publication Informations Ouvrières :

« La veille et le matin, 150 délégués de 18 pays d'Europe, des États-Unis et de Palestine s'étaient réunis pour une conférence contre la guerre. Ces délégués étaient présents à la tribune du meeting.

La conférence et le meeting qui l'a suivie sont le résultat d'un travail de discussion entre militants, à l'échelle européenne, entamé en mai dernier lorsque des militants français du POI et des militants anglais de Stop the War se sont rencontrés et ont établi le constat commun qu'il était urgent de rassembler toutes les forces qui, en Europe, se battent contre la guerre ; toutes les forces qui luttent contre les budgets de guerre qui étranglent les services publics, contre l'approvisionnement en armes des massacres en cours à Gaza et en Ukraine. »

Le syndicaliste Stéphane Jouteux a pris la parole au début du meeting et a rapidement dit la chose suivante :

« Je voudrais saluer tout particulièrement le combat des syndicalistes et des structures syndicales – et elles sont nombreuses – dans la CGT, dans la CGT-Force Ouvrière, dans la FSU, dans Solidaires, qui se battent depuis des mois contre la guerre, contre le génocide à Gaza, contre les budgets de guerre qui étranglent les travailleurs et la population de ce pays.

Il est tout à fait normal que nombre d'entre eux, de leur propre initiative ou avec leur syndicat, soient présents dans cette salle, qu'ils aient contribué au succès de ce meeting de mobilisation.

Salut également aux députés de la France insoumise, qui se battent inlassablement et sans concession, à l'Assemblée nationale et dans la rue, ainsi qu'à tous les militants LFI, et à toutes les organisations qui ont contribué au succès de ce meeting. »

Le lien entre le Parti ouvrier indépendant et La France Insoumise est clairement assumé, et il faut ici se tourner vers l'histoire du premier. Il a été fondé en 2008 à partir du Parti des travailleurs, lui-même mis en place en 1991.

Ce dernier parti était issu du *Mouvement pour un parti des travailleurs*, mis en place en 1985 par le *Parti communiste internationaliste* né en 1981, dont le nom était originellement *Organisation communiste internationaliste*, dont la fondation remonte à 1952.

Le dirigeant historique de ce mouvement est Pierre Lambert (1920-2008) ; la figure la plus connue aujourd'hui ayant lutté à ses côtés est Jean-Luc Mélenchon, la principale figure de La France Insoumise.

Il fut officiellement membre de l'Organisation communiste internationaliste de 1972 à 1976. En réalité, les choses sont bien plus compliquées que cela, naturellement.

Durant la même période, un autre militant par la suite très célèbre fut Lionel Jospin. Premier ministre de 1997 à 2002, il avait rejoint le Parti socialiste en 1971 à la demande de l'Organisation communiste internationaliste, dont il prétend s'être éloigné en 1981.

Là encore, les choses ne sauraient être aussi simples. En effet, il est bien connu que les trotskistes ont l'habitude de pratiquer l'entrisme, et c'est notamment du côté des socialistes que cela se passe du côté de l'*Organisation communiste internationaliste*.

On remarquera ici qu'on ne parle pas d'une petite organisation. Paradoxalement, cette organisation n'a jamais atteint une réelle notoriété publique. Pourtant, c'est elle qui a été numériquement la plus forte à l'extrême-gauche depuis les années 1970.

Au tout début des années 1980, cette organisation regroupe 6 000 membres. Et son but est l'élargissement : elle espère ainsi passer très rapidement à 10 000.

C'est là où on retrouve La France Insoumise. Comme on va le voir, en effet, le discours de Jean-Luc Mélenchon correspond exactement à cette perspective d'un parti avec beaucoup d'adhérents, sur une ligne qui se résume à être de gauche et « indépendante du capital ».

Il suffit de regarder ce que dit en 1984, dans le cadre des élections européennes, Marc Gauquelin, alors l'un des dirigeants du Parti Communiste Internationaliste, dans une interview au quotidien *Le Monde*.

« Nous pensons le moment venu de se regrouper pour construire un authentique parti des travailleurs.

Nous pensons que de nombreux militants du PS, du PCF et des gens qui ne se sont pas affiliés jusqu'à maintenant à un parti politique y sont prêts, pour faire prévaloir les intérêts des travailleurs et exiger le respect de la démocratie. »

La ligne de ce courant du trotskisme est, en effet, de prôner un gouvernement PS-PCF, ainsi qu'un parti très large, afin de servir de sas de transition à la révolution. C'est la ligne de la « transition permanente », en quelque sorte.

Cette conception fut théorisée dans le Manifeste de l'Organisation Communiste Internationaliste de décembre 1967.

« L'édification des partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition (...).

D'une part, les mots d'ordre et la politique des trotskystes trouvent un large écho dans la classe ouvrière, la jeunesse et dans l'avant-garde ; des couches importantes parmi les cadres organisateurs de la classe ouvrière manifestent leur accord à ces mots d'ordre, même s'ils n'ont aucun lien organisé avec l'OCI, voire ignorent son existence, parce que ces mots d'ordre correspondent aux besoins objectifs de la lutte de classe du prolétariat.

D'autre part, ces militants, dans leur majorité, ne sont pas prêts à rejoindre dans l'immédiat les rangs de l'OCI, parce qu'ils ne comprennent pas qu'il leur serait possible de développer leur activité de militants ouvriers en dehors des organisations traditionnelles, avant tout du parti communiste français, même lorsqu'ils sont conscients, à des degrés divers, que la politique de ces organisations ne correspond pas aux intérêts de leur classe.

Cependant, du fait de la politique contre-révolutionnaire de leurs dirigeants, il leur devient de plus en plus difficile de garder le sentiment d'agir, dans le cadre de ces organisations, en conformité avec les aspirations des travailleurs. Ils sont ainsi plongés dans une crise de conscience qui va en s'aggravant.

Dans ces conditions, les trotskystes, en même temps qu'ils démontrent, par le caractère exemplaire de leur activité, qu'il est effectivement possible de rester fidèles à notre classe, à la classe ouvrière, en dehors des rangs du PCF, et que c'est même la seule possibilité, estiment

indispensable de promouvoir les modalités organisationnelles les plus souples au regroupement révolutionnaire de l'avant-garde.

Ils militent pour la constitution, à chaque étape de la lutte des classes, d'organismes regroupant pour la lutte au coude à coude sur des mots d'ordre et des objectifs communs, les trotskystes avec ces militants d'avant-garde (...).

Conscients que la crise des organisations traditionnelles dégagera, à divers stades de son développement, des courants et groupes de militants qui cherchent une issue politique, et résolus à offrir à ces militants toutes les possibilités de se convaincre par l'expérience de la lutte en commun de la justesse du programme de la IV^e Internationale, les trotskystes ouvrent la perspective de construire, avec ces militants, une Ligue Ouvrière révolutionnaire, comme étape sur la voie de la construction du Parti révolutionnaire. »

Pourquoi une telle conception ? Cherchons à la comprendre. Et on remarquera que Jean-Luc Mélenchon ne dit pas autre chose avec La France Insoumise.

C'est que le courant trotskiste de l'Organisation Communiste Internationaliste (devenu Parti Communiste Internationaliste en 1981) est très largement influencé par le syndicalisme révolutionnaire. Il considère que « l'indépendance » est le maître-mot : indépendance vis-à-vis de l'État, indépendance vis-à-vis du patronat.

Il reprend ainsi la tradition syndicaliste révolutionnaire et la mêle au trotskisme qui prône un programme de revendications maximalistes comme « transition » à la révolution.

Pour cette raison d'ailleurs, ce courant trotskiste a systématiquement mis en avant la tradition syndicaliste révolutionnaire et s'est toujours quasi exclusivement tourné vers la CGT-Force Ouvrière, le syndicat né en 1947 d'une scission dans la CGT, au cours d'une manœuvre ouvertement soutenue financièrement par la CIA et politiquement par les socialistes les plus anticomunistes.

C'est au nom de l'indépendance syndicale qu'est née, officiellement, la CGT-Force Ouvrière, en opposition avec le principe d'une CGT convergeant avec les communistes.

Cette combinaison d'une unité générale de la gauche sans base concrète à part la lutte et de l'exigence de « l'indépendance » correspond très exactement à ce qu'est La France Insoumise, ou plus exactement à ce qu'elle prétend être.

C'est toujours de cette manière que Jean-Luc Mélenchon présente La France Insoumise, lorsque sa parole se libère, lorsqu'il n'est pas obligé d'adapter son discours pour différents motifs (électoraux, opportunistes, de tactique politique, de manœuvre pour gagner en surface, etc.).

Que dit justement Jean-Luc Mélenchon, le 17 février 2026, dans les locaux du Parti Ouvrier Indépendant ?

Car il faut le noter : de manière régulière dans l'année, Jean-Luc Mélenchon tient une conférence rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris, dans les locaux du Parti Ouvrier Indépendant, lui-même habite d'ailleurs à cinq minutes à pied.

Ces conférences jouent un rôle majeur dans la formation idéologique des cadres de La France Insoumise. De nombreuses conférences et séminaires s'y tiennent d'ailleurs en ce sens.

Le prétexte de son propos est l'affaire Quentin Deranque, du nom de ce jeune catholique intégriste qui a été tabassé alors que déjà au sol dans le cadre de sa participation à une présence de « l'ultra-droite » à Lyon pour perturber un meeting de l'eurodéputé La France Insoumise Rima Hassan à Sciences-Po.

Jean-Luc Mélenchon fait ouvertement l'éloge du Parti Ouvrier Indépendant et il expose de manière très claire la ligne historique de l'Organisation Communiste Internationaliste visant à « l'élargissement ».

« La Jeune Garde est une organisation associée au mouvement insoumis. Nous ne nous mêlons de rien dans la Jeune Garde.

Nous ne donnons pas de consigne, nous ne donnons pas d'ordre, ce n'est pas nous qui décrétons les mobilisations de cette organisation.

Ce n'est pas la seule. Il y a d'autres organisations associées et tout aussi indépendantes.

Le POI qui nous accueille régulièrement ici est une organisation associée au mouvement insoumis et il a un député qui siège, c'est un bon député, il mène bien son travail, il est respectueux des décisions que nous prenons tous ensemble, et lorsque nous n'en sommes pas toujours d'accord, il agit conformément à ce que sa conscience lui dicte de faire, mais il s'en explique toujours amicalement et sans faire sans arrêt des histoires comme d'autres (...).

Nous sommes un mouvement fédératif qui a des adhésions directes et qui a des organisations membres. Et nous espérons nous étendre.

J'ajoute que notre ambition politique depuis la première fois, c'est-à-dire depuis le meeting de Saint-Ouen du Parti de Gauche, nous avons dit que notre intention est de rassembler et de fédérer tout ce qui est à gauche, des anarchistes des trotskistes, des communistes, des socialistes, des libertaires, ce que vous voulez de ceux qui partagent avec nous le combat pour l'émancipation de la personne humaine et le collectivisme qui permet le partage et l'égalité (...).

J'avais mis mon point d'honneur à dire : à partir du moment où nous sommes une grande organisation, que nous sommes un mouvement et non pas un parti, un mouvement et non pas un parti, et je vous renvoie à la lecture de « comment faire ? » pour bien comprendre la profondeur théorique de cette question, ce n'est pas un gadget communicationnel, c'est une analyse sur la société, ses moyens de discussions, etc. etc.

Un mouvement et non pas un parti.

Je mettais un point d'honneur à ce que l'on fasse sortir de la marginalisation dans laquelle ils avaient été enfermés, et des fois en y donnant eux-mêmes un coup de main pour se laisser enfermer, tout le mouvement trotskyste français composé de bon et braves camarades, garçons et filles, qui dans les circonstances les plus difficiles, se protégeant du culte de la personnalité, ont fait valoir l'idéal d'une gauche indépendante du capital, et ne faisant avec lui aucun compromis, sinon ce que la force du capital impose par la force.

Voilà camarades ce que nous avons voulu et voilà ce que nous avons fait.

En témoigne notre présence dans cette salle, je m'exprime comme l'un des leaders du mouvement insoumis, ou animateur, et les trotskistes qui sont parmi nous ne cessent pas une seule seconde d'être des trotskistes et, figurez-vous que pour ma part, je m'en réjouis. »

On est ici bien plus que dans une convergence. Jean-Luc Mélenchon se présente de manière pratiquement ouverte comme un agent de la ligne historique de l'Organisation Communiste Internationaliste.

Il peut très bien prétendre avoir des différences avec le Parti Ouvrier Indépendant ou ne pas y appartenir, c'est peut-être même vrai. Là n'est cependant pas du tout la question. Dans le style même d'un parti « large », regroupant des gens aux horizons divers, tout est permis de manière opportuniste.

La seule chose qui compte, c'est le pragmatisme, et même le machiavélisme. Relativement à l'affaire Quentin Deranque, Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs précisé la chose suivante dans les locaux du Parti Ouvrier Indépendant.

Il a justifié comme suit l'intégration de la « Jeune Garde » dans le dispositif de La France Insoumise.

« Nous avons fréquenté et nous nous sommes délibérément nous-mêmes rapprochés de la Jeune Garde.

Pourquoi ? Parce qu'elle avait une expérience beaucoup plus avancée que la nôtre en matière de défense face aux agressions fascistes et que nous savions que nous n'étions pas à la hauteur, que nous sommes capables de déployer un service d'ordre qui assure la tranquillité d'une réunion, qui assure la surveillance de deux ou trois rues comme c'est le cas actuellement autour d'une réunion, mais que nous ne savions comment nous y prendre comment identifier, comment nous comporter si nous étions agressés en masse. »

On comprend très bien, à la lumière de l'idéologie historique de l'Organisation Communiste Internationaliste, que Jean-Luc Mélenchon est toujours partisan de celle-ci et que c'est pour cette raison qu'il a intégré la Jeune Garde.

C'est l'idée du Front unique, autour de quelques revendications de base afin de rassembler le plus largement possible. Les trotskistes, porteurs de la « juste ligne », prendraient alors la direction du mouvement, pour prétendument faire la révolution.

L'appel contre la guerre a la même logique, avec les revendications suivantes pour rassembler :

« Nous disons non au réarmement, non à la conscription, oui aux services de santé, d'éducation et de services publics bien financés, à des emplois utiles et à des salaires plus élevés. »

Qu'est-ce que tout cela dit alors sur la Jeune Garde ? S'est-elle fait manipuler, finalement, par les trotskistes du Parti Ouvrier Indépendant ?

Ce serait caricatural que de dire cela. Néanmoins, il est évident que la Jeune Garde a convergé vers le « front unique » de type trotskiste. Tout comme il est indéniable que Jean-Luc Mélenchon utilise La France Insoumise comme une vaste plate-forme à la fois produit du trotskisme et à son service.

Jean-Luc Mélenchon est certainement sincère dans sa logique, au sens où son opportunisme prime. Il est prêt à intégrer tout et n'importe quoi, au point de jeter par-dessus bord la laïcité, valeur absolue par contre historiquement pour le courant trotskiste de l'Organisation Communiste Internationaliste.

Il a ici déjà été expliqué que dans son style, La France Insoumise a une approche qui repose sur la « démocratie radicale » et le populisme à la latino-américaine.

La principale référence est ici l'ouvrage *Hégémonie et stratégie socialiste: Vers une radicalisation de la démocratie*, écrit en 1985 par la Belge Chantal Mouffe et l'Argentin Ernesto Laclau (voir *Crise* n°30, janvier 2025, plus spécifiquement sur la Fraction trotskyste – Quatrième Internationale, qui a entretemps pris le nom de « Révolution permanente, le même que sa section française).

La Jeune Garde n'a donc pas été manipulée : elle a convergé de manière naturelle avec la France Insoumise, tout comme avec l'affaire Quentin Deranque une très large partie de la gauche de la gauche a fait de même.

Si on refuse la révolution, la guerre populaire, le soulèvement des masses en armes, il ne reste pas 36 solutions : il faut prétexter avoir un réformisme tellement fort qu'il est efficace, ou du moins qu'il fonctionne avec un certain impact.

Hier, on avait le Parti Communiste Français, aujourd'hui on a La France Insoumise. Beaucoup vivent de manière opportuniste dans son ombre, en critiquant mais en restant dans son orbite.

Cela apporte une « crédibilité » confortable, qui permet de ne rien assumer. Les antifascistes arrêtés dans l'affaire Quentin Deranque se sont fait piéger dans ce confort, même s'il était risqué, car violent.

Ils pensaient faire bien, ils n'étaient qu'une composante d'un grand appareil réformiste à prétention radicale. Et le drame va leur coûter cher sur le plan personnel, pour rien ou si peu. ■

Développement continu de l'économie de guerre en France et centralité du complexe militaro-industriel : un tableau du noyau dur de l'État bourgeois décadent pour préparer la rupture

Un approfondissement de l'article « Aucune compromission en France avec le gaullisme ou les souverainistes - un état des lieux des restructurations de l'appareil politique et du développement de l'économie de guerre en France au début de l'année 2026 » (Crise n°42, janvier 2026)

Le 15 janvier 2026, à l'occasion des vœux adressés aux Armées le président de la 5e République, Emmanuel Macron, a annoncé un effort budgétaire supplémentaire d'environ 35 milliards d'euros en faveur des forces armées.

Cette décision s'inscrit dans la dynamique d'approfondissement de « l'économie de guerre » engagée depuis plusieurs années, et atteste de la place structurante occupée par le complexe militaro-industriel au cœur du noyau dur de l'État bourgeois, révélant à la fois les priorités stratégiques externes et les ressorts structurels internes.

Nous avons présenté dans le précédent numéro de *Crise* le cadre idéologique de cette annonce ; nous voulons ici proposer un panorama actuel de l'État bourgeois en France, car *nous affirmons que sa phase de décadence est suffisamment avancée pour qu'on puisse considérer qu'il est entré en phase de « vieillissement », et que donc dialectiquement s'ouvre un espace pour légitimer idéologiquement la nécessité d'un nouvel ordre aux yeux des masses.*

À mesure que la tendance à la guerre impérialiste s'approche, l'heure de la rupture avec le vieux monde bourgeois et avec le vieil État s'approche par nécessité. Il y a donc lieu de se tenir prêt en analysant clairement et régulièrement l'état des lieux et la force de l'ennemi.

Le capitalisme français est en décadence, mais son appareil étatique et militaire, ainsi que la force de ses monopoles, sont redoutables.

Tout tient bien sûr au consentement des masses, mais même sans cela, le vieil État dispose de moyens réactionnaires qu'il faut étudier.

Revenons donc sur l'annonce du 15 janvier pour faire le point.

Une étape dans la direction de l'économie de guerre pour le capitalisme français

L'annonce a été faite depuis la base aérienne 125, située à Istres. Ce choix de localisation ne relève pas d'un simple déplacement protocolaire ; il participe d'une mise en cohérence stratégique articulant narratif politique, capacités militaires et symbolique institutionnelle. Cinq dimensions permettent d'en comprendre la portée.

Toutefois, pour commencer, notons une chose sur laquelle nous reviendrons à la fin : le président de la république a choisi de périmétrer son intervention sur le noyau dur de l'État bourgeois, qui est son appareil militaro-industriel. Ce n'aurait pas été la même chose s'il avait exprimé son discours devant une foule de civils, ou au moins une institution relevant, par exemple, de l'éducation.

Pour le camp de la révolution, c'est un point important. L'État n'assume pas un discours martial hors du périmètre de son noyau dur. Cela nous offre un espace qu'il faut impérativement occuper et conquérir.

Abordons justement le cadre de ce discours pour en comprendre le périmètre en le représentant en cinq dimensions. D'abord, la base d'Istres occupe une place centrale dans le dispositif aérien français.

Elle accueille notamment des moyens de ravitaillement stratégique (A330 MRTT « Phénix »), qui garantissent l'allonge des forces aériennes et soutiennent la composante aéroportée de la dissuasion nucléaire.

En annonçant un effort massif de réarmement depuis ce site, l'exécutif associe explicitement l'augmentation budgétaire à la crédibilité de sa posture stratégique en termes de capacité de projection, d'endurance des opérations et d'affirmation de la dissuasion.

Le lieu incarne concrètement ce que signifie « produire plus vite et plus fort » selon Emmanuel Macron dans le contexte de la bataille pour le repartage du monde.

La seconde dimension tient à l'accent mis dans le plan sur la montée en cadence, la reconstitution des stocks et le renforcement des capacités opérationnelles. Tout cela trouve à Istres un cadre matériel qui est immédiatement lisible. La base illustre justement et potentiellement une chaîne opérationnelle complète : préparation, projection, soutien, maintenance, et ainsi de suite.

Cela permet de donner du concret à l'annonce, elle est prononcée au contact d'unités qui matérialisent la continuité stratégique. Le message est ainsi clair : l'effort financier vise directement des capacités opérationnelles visibles, modernisées et employables.

Ensuite, il y a une dimension de mise en scène de la fonction présidentielle propre au régime de la 5e République. Les vœux aux armées constituent sur ce plan un moment fort du calendrier institutionnel, dans lequel le Président exerce pleinement son rôle de chef des armées (article 15 de la Constitution élaborée sous la direction de de Gaulle en 1958).

Prononcer ce discours dans un environnement opérationnel, au milieu des hangars, des avions de guerre et d'un large personnel militaire en uniforme, renforce la dimension régaliennne de l'annonce. *Il s'agit d'une parole d'autorité articulée à l'instrument militaire.*

Ensuite, il y a la dimension territoriale que se donne l'impérialisme français, c'est-à-dire l'espace méditerranéen avant tout. Istres, située en Provence, offre cette portée stratégique spécifique. Il s'agit de montrer la capacité française à agir sur plusieurs théâtres simultanément, mais prioritairement dans le bassin méditerranéen.

Dans un contexte européen de course aux armements depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, ce choix souligne que la posture impérialiste française ne se réduit pas à un théâtre continental.

Elle renvoie à une profondeur stratégique multirégionale et à une autonomie relative de décision susceptible de s'exercer au-delà du seul cadre est-européen, adressée en particulier aux Etats-Unis, avec l'idée de négocier une vassalité avantageuse avec Washington.

Enfin, la dernière dimension est aussi la plus évidente. Le choix d'un site fortement intégré aux grands programmes aéronautiques et de soutien logistique véhicule un message explicite à la base industrielle et technologique de défense française. C'est un message de mise en ordre de bataille des grands monopoles industriels dans la logique du complexe militaro-industriel.

L'effort financier annoncé ne vise ainsi pas seulement l'acquisition de nouveaux équipements, mais aussi l'accélération des cadences de production, l'amélioration de la disponibilité et l'optimisation des procédures industrielles, c'est à proprement parler une restructuration du capitalisme français dans la direction de l'économie de guerre.

Le décor opérationnel souligne que les milliards que prétend faire pleuvoir le régime devront se traduire par une mise en service rapide et efficace, impliquant une vaste réorientation sociale et culturelle du capitalisme français.

La France bourgeoise mise sur un impérialisme sans conséquence interne

Sur le plan intérieur, l'Élysée se trouve engagé dans une phase de repli-consolidation stratégique autour du noyau central de l'État bourgeois. Après plusieurs années marquées par des réformes économiques et sociales contestées, l'exécutif met en avant le thème de la « souveraineté » énergétique, industrielle et désormais militaire.

L'augmentation des crédits de défense s'inscrit ainsi dans une orientation politique plus large visant à affirmer la capacité de la France bourgeoise à agir de manière relativement autonome dans la compétition impérialiste.

Elle prolonge les orientations déjà inscrites dans les lois de programmation militaire précédentes, en en accentuant cependant l'ambition financière et industrielle.

Cet effort ne constitue donc pas un simple ajustement budgétaire conjoncturel. Il correspond à une inflexion structurelle touchant l'appareil productif national, l'organisation de la base industrielle et technologique de défense et, indirectement, la hiérarchie des territoires productifs.

La rhétorique présidentielle insiste d'ailleurs sur la nécessité de « produire plus vite et en plus grande quantité », *signalant un déplacement vers une logique de volume et de stocks, caractéristique justement du conflit ukrainien.*

Cette orientation est cohérente avec le style présidentiel d'Emmanuel Macron, qui se caractérise depuis 2017 par une valorisation explicite du volontarisme stratégique et par une mise en scène régulière de la fonction régaliennne.

Elle s'inscrit dans le prolongement de ce qui a été exprimé dans le livre du Premier ministre Sébastien Lecornu, *Vers la guerre*, que nous avons analysé avec détails (*Crise* n°28 décembre 2024), où il est expliqué que l'impérialisme français devait se déployer avec le minimum d'impacts sur la société française, cette dernière devant être neutralisée au maximum en misant sur la sidération, afin d'asseoir la direction de la bourgeoisie en mode technocratique.

Ce mythe de la France neutre et dépolitisée est une constante de la bourgeoisie française, qui compte prolonger son expertise historique de la Concorde nationale même dans sa décadence, alors que la société française craque de tous côtés.

Tel est le narratif impérialiste de la France bourgeoise de notre époque : *neutralité et routine consumériste dans un monde chaotique*. L'approche de l'exécutif combine dans cette perspective un discours de modernisation économique où il est question d'innovation, de compétitivité, d'excellence technologique, avec une insistance sur la puissance étatique et la souveraineté.

Le recours à la défense comme levier économique et industriel devant soutenir et relancer le capitalisme français s'inscrit dans cette articulation. L'État agit comme stratège, oriente l'investissement vers des secteurs jugés critiques et assume publiquement la nécessité d'un réarmement productif face à un environnement décrit comme durablement conflictuel.

Cet investissement militaire apparaît comme le prolongement d'une trajectoire historique initiée sous Charles de Gaulle, qui faisait déjà de l'autonomie industrielle de défense la condition de l'indépendance politique du capitalisme français.

Toutefois, dans le contexte contemporain de la crise générale du mode de production capitaliste mondialisé et de contraintes budgétaires fortes en raison de la dette, cette stratégie prend des formes renouvelées. Elle produit des effets économiques, territoriaux et sociaux spécifiques, souvent implicites dans les discours officiels, mais structurants à long terme.

La profondeur historique : le choix gaullien comme matrice stratégique du capitalisme impérialiste français

Sous la présidence de Charles de Gaulle après 1958, la France a opéré un choix stratégique structurant qui a engagé durablement son appareil productif : faire de l'autonomie militaire le fondement matériel de sa souveraineté politique.

À partir de cet objectif, la bourgeoisie au pouvoir va faire de la bombe nucléaire un véritable fétiche de sa puissance souveraine.

Si les premières recherches nucléaires remontent à la 4^e République, notamment avec la création du Commissariat à l'énergie atomique en 1945, c'est sous de Gaulle que la décision politique devient pleinement assumée et accélérée.

La première explosion nucléaire française a lieu le 13 février 1960 à Reggane, en Algérie, lors de l'opération « Gerboise bleue ». Cet événement marque l'entrée de la France dans le rang des puissances nucléaires.

Très rapidement, la stratégie ne se limite pas à la possession de l'arme atomique, mais vise sa crédibilisation opérationnelle complète. Se met alors en place ce qui deviendra la “force de frappe”, pensée comme strictement indépendante.

La doctrine nucléaire de l'État bourgeois en France repose depuis sur les principes suivants :

- indépendance de décision : la dissuasion ne doit dépendre d'aucun commandement intégré étranger,
- capacité de seconde frappe : la France doit pouvoir répondre à une attaque même après avoir subi un premier coup,
- dissuasion « du faible au fort » : conceptualisée notamment par le général Pierre Marie Gallois, cette doctrine postule qu'un État doté de l'arme nucléaire peut infliger des dégâts inacceptables à une puissance plus forte, ce qui annule l'asymétrie conventionnelle.

Cette pensée conduit à la structuration progressive d'une force de frappe en trois composantes : une composante aérienne (bombardiers stratégiques puis missiles air-sol), une composante terrestre (missiles du plateau d'Albion) et une composante océanique (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, à partir de 1971).

La dimension océanique est devenue centrale, car elle assure la permanence de la capacité de seconde frappe.

Cette base a permis à l'impérialisme français de maintenir une certaine marge de manœuvre, alors que le capitalisme français devenait toujours plus nettement un satellite de la puissance américaine. En 1966, la France parvenait ainsi à se retirer du commandement militaire intégré de l'OTAN, jusqu'à sa réintégration décidée en 2009 par Nicolas Sarkozy.

Cette décision à l'époque ne signifiait pas une sortie de l'alliance atlantique, mais accordait clairement la priorité donnée à l'autonomie stratégique nationale. La présence militaire américaine en France fut alors réduite, et l'État français réaffirmait sa pleine souveraineté sur son territoire.

En fait, ce choix gaulliste s'inscrivait dans une vision plus large. De Gaulle refusait une bipolarisation figée qui priverait la France d'une voix propre. Il développait une diplomatie dite « tous azimuts », avec la reconnaissance de la Chine populaire en 1964, une politique active au Moyen-Orient, une prise de distance vis-à-vis de la guerre du Vietnam, l'affirmation d'une Europe « européenne » (« l'Europe de l'Atlantique à l'Oural »), non subordonnée aux États-Unis. L'autonomie nucléaire devenait ainsi le socle matériel d'une politique étrangère indépendante.

Sur le plan interne, la période gaullienne structura clairement le capitalisme français autour d'un solide noyau militaro-industriel. Le programme nucléaire militaire entraînait en effet des investissements massifs dans la filière uranium et enrichissement, la propulsion nucléaire, l'électronique embarquée, les matériaux avancés et le calcul scientifique et la simulation. Autant de domaines industriels de pointe qui imposaient une orientation militaire poussée au capitalisme en France.

Autour du CEA, du ministère des Armées, de grands monopoles se structurèrent et mirent en place un complexe étroitement articulé entre recherche publique, industrie et planification étatique. L'État organisa la montée en puissance d'acteurs industriels nationaux, future matrice de ce que l'on appellera la Base industrielle et technologique de défense (BITD).

Cela se traduisit au plan territorial de manière évidente autour de trois principaux pôles : le plateau de Saclay pour la recherche nucléaire, Cherbourg pour la construction sous-marine et Toulouse-Bordeaux pour l'aéronautique. Ce maillage territorial était le fruit d'une politique fonctionnelle, qui visait à concentrer là où les compétences scientifiques et industrielles pouvaient être stabilisées.

Une dimension essentielle, parfois moins explicitée, mérite d'être soulignée : la politique gaullienne ne se réduit pas à une militarisation stricte. *Elle installe une équivalence durable entre maîtrise technoscientifique et souveraineté politique.*

Le nucléaire civil, le programme spatial (ancêtre d'Arianespace), l'aéronautique avancée et l'industrie électronique participent de la même logique. La puissance impérialiste française vise stratégiquement la capacité à produire du savoir scientifique autonome.

Le gaullisme peut ainsi être interprété comme la construction d'un noyau dur productif lié à l'État bourgeois, adossé à des grands monopoles industriels stratégiques relativement moins dépendants des flux marchands internationaux.

Le plan de réarmement proposé par Emmanuel Macron s'inscrit dans cette matrice historique pour trois raisons : *il maintient le principe d'autonomie décisionnelle nucléaire, il continue d'investir dans des capacités technologiques souveraines et il réactive le rôle de l'État stratège comme coordinateur de l'appareil industriel.*

Toutefois, la différence majeure tient au contexte. Le gaullisme s'inscrit dans une économie relativement fermée et dirigée, alors que le plan actuel intervient dans une économie largement financiarisée par des capitaux non publics et globalisés. L'héritage est donc structurel, mais il doit être adapté à des chaînes de valeur désormais internationales et contrôlées largement par les États-Unis et dans une moindre mesure par la Chine, qui sont les deux superpuissances.

Cependant, Emmanuel Macron marque une inflexion surtout politique et narrative : la doctrine fondamentale reste celle du gaullisme, mais son discours insiste sur la place de la dissuasion dans le cadre de l'Union européenne. Le moment clé a été en fait le discours du 7 février 2020 à l'École de guerre, où il a proposé un dialogue stratégique avec les partenaires européens sur le rôle de la dissuasion française dans la sécurité du continent, tout en réaffirmant que la décision reste strictement nationale.

À partir de 2022 et le déclenchement de la guerre en Ukraine, cette dimension européenne est devenue plus saillante et Emmanuel Macron a rouvert la question de la contribution de la force française à la défense du continent, sans toutefois aller jusqu'à une « dissuasion partagée ». L'effort militaire annoncé en 2026 s'inscrit dans cette continuité structurelle. Toutefois, le contexte a profondément changé.

Là où l'État gaullien disposait d'un contrôle directif sur l'économie nationale, l'État contemporain agit dans un cadre contraint par la bataille pour le repartage du monde d'une part, et d'autre part par les règles budgétaires européennes et la financiarisation de l'économie.

La stratégie actuelle ne repose donc plus sur une direction industrielle centralisée, mais *sur une combinaison de commandes publiques, de partenariats industriels et de régulations incitatives, inspirée par le modèle des États-Unis.*

Malgré ces différences, la logique reste néanmoins la même, et l'effort de 35 milliards d'euros vise ainsi à augmenter les capacités de production de munitions, à renforcer l'industrie aéronautique et navale militaire, ainsi qu'à accélérer les innovations technologiques duales (civiles et militaires).

Si la dimension territoriale n'est pas explicitement présentée comme un objectif politique, elle en constitue une conséquence directe. En effet, les industries de défense sont historiquement concentrées dans certains territoires, qui bénéficient en conséquence des investissements publics de manière fonctionnelle.

L'analyse territoriale du complexe militaro-industriel français révèle dès lors une organisation spatiale différenciée, fruit d'une construction historique de long terme, commencée dès les années 1930 pour l'essentiel, et dont les racines remontent à la première guerre mondiale.

Chaque territoire occupe une fonction spécifique au sein d'un système articulant recherche, industrie et infrastructure militaire.

C'est là un aspect essentiel pour comprendre le capitalisme français. Afin de formaliser cette organisation, on peut distinguer trois couches analytiques.

On a une couche technoscientifique (recherche, conception, ingénierie), une couche industrielle productive (fabrication, assemblage, maintenance), et enfin une couche politico-militaire et opérationnelle (commandement, bases, projection).

Tous les territoires ne possèdent pas ces trois couches avec la même intensité, mais *c'est précisément cette différenciation qui structure l'espace militaro-industriel français et qui permet de cerner le noyau dur de l'État bourgeois décadent que le camp de la Révolution doit se préparer à affronter.*

L'Île-de-France : territoire de commandement et de haute ingénierie stratégique

L'Île-de-France constitue le cœur décisionnel et technoscientifique du complexe militaro-industriel. Elle concentre les centres de pouvoir politique, les directions industrielles stratégiques et les infrastructures scientifiques essentielles à la dissuasion.

Autour du Commissariat à l'énergie atomique, notamment à Saclay et à Bruyères-le-Châtel, s'est concentrée et développée la couche la plus stratégique : la simulation nucléaire. Depuis l'arrêt des essais réels en 1996, la crédibilité de la dissuasion repose sur des capacités de modélisation extrêmement avancées mobilisant supercalculateurs, physique des hautes énergies et ingénierie des matériaux.

Ce territoire concentre donc la capacité de reproduction et de modernisation de l'arsenal nucléaire.

La région abrite également les sièges de Dassault Aviation et de Thales, ainsi que la Direction générale de l'armement. L'ingénierie système, l'architecture des programmes d'armement et la coordination interarmées y sont pilotées.

La production lourde est en revanche partiellement externalisée vers d'autres régions.

L'Île-de-France se distingue donc par une domination des couches scientifique et politico-militaire, ce qui en fait le cerveau technostucturel du complexe militaro-industriel.

Le Sud-Ouest : territoire d'innovation productive aéronautique et spatiale

Le Sud-Ouest, structuré autour de Toulouse, Bordeaux et Mont-de-Marsan, illustre un modèle territorial plus intégré entre innovation et production.

Autour d'Airbus Défense et de Safran s'est développé un écosystème complet orienté sur l'aéronautique et le spatial. La couche technoscientifique y est solide : propulsion, avionique, observation satellitaire, systèmes de guidage. Les universités et écoles d'ingénieurs alimentent directement l'appareil industriel.

La couche industrielle est particulièrement forte : assemblage d'avions militaires, intégration des capteurs, moteurs, structures composites. Les infrastructures aériennes militaires présentes dans la région renforcent l'articulation entre expérimentation, production et opération.

Ce territoire se caractérise ainsi par sa dualité civil-militaire. Les technologies développées pour la défense irriguent le secteur civil aéronautique et spatial, ce qui stabilise relativement l'activité économique et élargit les débouchés, offrant une base sérieuse au capitalisme français.

Normandie et Bretagne : la dissuasion océanique

La façade atlantique nord, avec notamment Cherbourg, Brest et Lorient, constitue le cœur opérationnel de la dissuasion nucléaire maritime. Naval Group y concentre la construction des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et d'attaque.

La couche technoscientifique, bien que moins visible que celle de l'Île-de-France, est hautement spécialisée, avec la propulsion nucléaire navale, l'hydrodynamique, les systèmes sonar.

La couche industrielle est dominante.

La construction d'un sous-marin nucléaire mobilise une chaîne de valeur complexe et des compétences rares. La maintenance et la modernisation sont réalisées d'ailleurs sur place.

La couche militaire est particulièrement forte à Brest, où est stationnée la Force océanique stratégique.

Ce territoire combine donc production et fonction stratégique directe. Il constitue un territoire de dissuasion opérationnelle, dont la stabilité économique dépend structurellement des cycles nucléaires.

Centre-Val de Loire et Bourgogne : l'armement terrestre et les munitions

Autour de Bourges et Roanne s'est développée une spécialisation dans l'armement terrestre. Les activités de Nexter, désormais intégré à KNDS, structurent la région.

La couche technoscientifique concerne la balistique, la chimie des explosifs et l'ingénierie des systèmes d'artillerie.

La couche industrielle est centrale : fabrication de canons, blindés, munitions. Ce territoire illustre une réindustrialisation sous contrainte, notamment depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine.

La couche politico-militaire y est plus indirecte, dépendant toutefois principalement des commandes de l'armée de Terre.

Il s'agit donc d'un territoire de production terrestre, davantage exposé aux variations budgétaires et à la dynamique de l'imperialisme.

Le Sud-Est (Var, Provence) et la projection militaire méditerranéenne

La région de Toulon et d'Istres constitue un espace où la couche militaire est dominante. Toulon est le principal port militaire français et accueille une part significative de la flotte de surface. Les activités industrielles y concernent surtout la maintenance navale et le soutien logistique.

La couche scientifique y est plus secondaire comparativement aux autres pôles.

Ce territoire est avant tout un espace de projection et de présence stratégique en Méditerranée, articulé aux opérations extérieures.

Il illustre un modèle où la fonction militaire l'emporte sur la production technoscientifique.

Une étape en forme de glissement, qui n'assume pas encore le plein saut qualitatif dans l'économie de guerre

L'effort militaire engagé entraîne une réorientation partielle de l'appareil productif français. *Il favorise un retour de l'industrie lourde dans certains territoires, encourage l'innovation technologique dans des secteurs de pointe et renforce le rôle de l'État comme donneur d'ordre central.*

Toutefois, cette transformation est sélective. Elle privilégie des secteurs stratégiques au détriment d'autres activités civiles, ce qui pose pour l'État bourgeois la question des arbitrages budgétaires et des priorités économiques.

À moyen terme, il est inévitable de voir se développer une économie toujours plus tournée vers la guerre et donc un resserrement de l'État bourgeois en France autour de son noyau dur constitué par le complexe militaro-industriel.

Sur le plan social, les effets seront ambivalents.

À court terme, les territoires concernés bénéficient forcément d'une stabilisation de l'emploi et d'une valorisation des compétences industrielles et techniques.

À plus long terme, la dépendance à la défense va limiter les marges de négociation sociale et renforcer des formes de discipline du travail liées aux impératifs de sécurité et de productivité.

L'État bourgeois, en devenant plus directif, sera plus autoritaire. Cela est assumé comme tel par Sébastien Lecornu, même si Emmanuel Macron met davantage en avant l'idée d'un consentement concordataire ou du moins neutralisé pour la guerre.

Par ailleurs, l'augmentation des dépenses militaires dans un contexte de contraintes budgétaires va se traduire par des tensions accrues sur les dépenses sociales et les services publics.

Il s'agit ici d'une réallocation de la valeur produite, qui reflète des choix politiques et des rapports de force sociaux, nécessitant un minimum de pacification sociale ou du moins de dépolitisation ; il est visé une sorte de mobilisation par la passivité, conforme à une société capitaliste lessivée par le 24 heures sur 24 de la consommation.

L'effort militaire de 35 milliards d'euros annoncé en 2026 ne constitue donc pas seulement une réponse impérialiste à un contexte international de crise. Il s'inscrit dans une profondeur historique remontant au gaullisme, prolonge une logique d'investissement dans l'appareil militaro-industriel et entraîne des transformations significatives de l'appareil productif et des territoires.

Bien que la dimension territoriale ne soit pas explicitement formulée par le gouvernement, elle est l'un des effets structurants majeurs de cette politique.

L'analyse matérialiste dialectique permet ainsi de mettre en évidence les enjeux économiques, sociaux et spatiaux d'une orientation inévitable qui engage la société française vers la guerre et donc, dialectiquement, vers la Révolution.

Face à l'État bourgeois vieillissant, faire grandir le Nouvel Ordre

Si l'on cherche le talon d'Achille du capitalisme en France et de son État bourgeois décadent, il se situe à cette étape de son évolution *davantage dans l'érosion de la légitimité étatique et de la cohérence politico-sociale que dans la vulnérabilité matérielle des sites stratégiques.*

Il faut ici vraiment être capable de raisonner dialectiquement. Il faut voir ce qui est faible et ce qui est fort, sans céder aux apparences. Le complexe étatique bourgeois, malgré sa décadence qui le fragilise tendanciellement, tient par une architecture distribuée, redondante et protégée, mais plus que tout, il dépend d'un cadre de confiance et de coordination des masses françaises.

Notre doctrine, *visant le développement implacable de la guerre populaire prolongée*, repose sur trois axes atteignables dans notre situation, au moins à moyen terme, et sauf accélération brutale en raison d'un ou d'une série de soulèvements populaires.

D'abord, avec la décadence de l'État bourgeois, on assiste à une inévitable fragmentation territoriale progressive, que l'essor régressif et cannibale des mafias de narco-trafiquants et des sectes religieuses exprime à sa manière.

Dialectiquement, cela pousse au besoin d'ordre public, de rassembler les énergies collectives autour d'un état d'esprit prolétarien, productif et ayant une conception pratique de l'existence.

De même, on voit un état d'esprit public érodant la légitimité étatique, ce qui offre là encore un espace à l'irrationnel (le complotisme, le sectarisme religieux, les addictions ; la dépolitisation débilite et consumériste).

Dialectiquement, cela pousse à l'affirmation du besoin de porter la culture, l'harmonie et le respect de la vie. La question animale notamment est ici une clef de grande envergure, ramenant la raison humaine collective vers la sensibilité et la science.

Enfin, ces dynamiques ne peuvent manquer d'atteindre, d'abord indirectement, les infrastructures critiques du noyau dur, même si elles tiendront le plus longtemps possible.

Là plus qu'ailleurs, la lutte des classes doit prendre une dimension territoriale s'adaptant progressivement au repli de l'État bourgeois qui ira de pair avec son autoritarisme renforcé, jusqu'au fascisme.

Cela permettra à la lutte des classes d'affirmer la nécessité de placer la société française sous la direction du prolétariat et de son avant-garde, en épurant le premier de ses composantes corrompues, et le second des fractions porteuses d'une ligne noire, tout en encerclant les zones du noyau dur de l'État bourgeois pour les désorganiser et les décrédibiliser, et en l'assaillant par une agitation constante visant à vider son cœur même de sa substance et des énergies qu'il satellise.

Que triomphe la Guerre populaire, l'océan des masses en arme établissant le nouvel État dans la destruction du vieil État bourgeois !

Appliquée au complexe militaro-industriel français, la question n'est donc pas encore à ce stade : comment le saboter ? Mais plutôt : où la structure est-elle dépendante de cohérences politiques et sociales spécifiques ?

Et comment délégitimer la direction bourgeoise de la société française en s'attaquant à la tendance à la guerre impérialiste et aux restructurations du capitalisme français décadent ?

Et donc, par négation, il y a lieu de chercher les espaces à conquérir pour affronter l'État bourgeois sur le terrain de l'autonomie des masses par rapport aux institutions, et opposer significativement à son vieillissement *l'affirmation du nouvel ordre en tenant compte de ces trois axes de développement, par contraste.*

Tel est le chemin de la rupture et de l'affirmation révolutionnaire. ■

LE CONFLIT MILITAIRE EN UKRAINE :

UN MILIEU DE PARTIE AUX YEUX DE LA RUSSIE

ASSUMANT SA LIGNE SIBÉRIENNE

Le conflit militaire russo-ukrainien n'en finit pas, ce qui est tout à fait dans l'ordre des choses dans une situation de repartage du monde. C'est qu'une fois ouverte la boîte de Pandore, il est difficile de la refermer, et encore faut-il le vouloir.

La démarche politique de Vladimir Poutine a justement été ici très subtile, dans la mesure où il a réussi à déclencher une guerre sans la déclencher, à provoquer un glissement de terrain dans son pays sans qu'il y ait de remue-ménage particulier.

Du jour au lendemain, la Russie a pris un tournant précipitant les orientations sociales et économiques, politiques et idéologiques vers une orientation nationaliste et agressive. Le pouvoir des oligarques a été mis au pas, et comme il n'y a que des engagés dans le conflit, les sommes d'argent leur revenant ou à leurs familles provoquent une intense redistribution des richesses puisqu'il s'agit surtout de gens très pauvres qui sont concernés.

C'est une fausse révolution populaire, menée par en haut, centralisant le pays de manière majeure, accordant à l'État un rôle toujours plus grand. Cela va dans le sens de la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État, forme nécessaire à toute puissance impérialiste se lançant dans une aventure militariste de grande échelle.

Un aspect intelligent du pouvoir russe fut, bien sûr, de souligner l'impérialisme occidental.

En effet, les occidentaux veulent vassaliser la Russie, voire la démanteler en tant que « Fédération », pour mettre en place des petits États fantoches.

Les masses ont bien compris cela et préfèrent finalement un pouvoir injuste qui est le leur à une occupation étrangère masquée. Au-delà de la répression de la part de l'État russe, il n'y a tout simplement pas d'espace apparent pour une contestation, à moins de basculer ouvertement dans le camp des pro-libéraux ayant émigré en occident et clairement en liaison avec les puissances occidentales.

Une preuve de la nature de l'initiative russe de février 2022 tient justement à la nature même de l'offensive menée dans le cadre de « l'opération militaire spéciale ». L'armée russe s'est lancée dans la bataille avec bien moins de soldats que l'armée ukrainienne.

Les commentateurs occidentaux y ont vu une prétention russe, un sens de la démesure avec un plan qui aurait visé à prendre l'Ukraine en trois jours. Si cette hypothèse n'est pas complètement à rejeter, elle restait très difficile à réaliser en toute objectivité, alors que la superpuissance impérialiste américaine fournissait de manière ininterrompue du matériel militaire avant que les choses ne se lancent.

La vérité est que la Russie a décidé d'être la première à abattre ses cartes, car elle a compris que la bataille de repartage du monde allait se lancer, et que c'était la meilleure option pour elle. Il fallait s'isoler pour se renforcer, telle était sa logique.

On en a la preuve également avec le document présenté ici, qui a été produit par un « think tank » russe, c'est-à-dire un organisme visant à produire des orientations stratégiques.

Il expose de manière très claire comment la Russie impérialiste a choisi la cassure, afin de pouvoir se projeter dans l'avenir en se repliant sur elle-même.

Dans le fond, la démarche est simple à comprendre. Pour se sortir de la crise générale du capitalisme commencée en 2020, le capitalisme russe a décidé de tout changer pour que rien ne change, et Donald Trump n'agit pas différemment afin de maintenir l'hégémonie mondiale américaine.

Il est ainsi, malheureusement, nécessaire de dire cette chose importante. De la même manière que nous avons annoncé le conflit militaire russo-ukrainien six mois avant qu'il ne commence, il faut considérer qu'on en est à la moitié seulement et que tout va continuer.

Même s'il se produit la signature d'un armistice ou d'un traité de paix, ce ne pourrait être que temporaire. La Russie le dit de son côté, mais le régime ukrainien l'affirme également.

De toute façon, la nature même du régime ukrainien repose sur le principe qu'il faut rayer la Russie de la carte et la réduire à une petite « Moscovie » vassalisée.

Quant à la Russie, elle ne veut pas d'une Ukraine existant à ses côtés, si ce n'est soumise.

Pour dire les choses simplement et militairement : la Russie ne cessera pas son initiative tant qu'elle n'aura pas récupéré dans son giron à la fois Kharkiv et Odessa. Le régime ukrainien n'aura de cesse de tenter l'aventure belliciste que quand la Russie n'existera plus comme nation.

La ligne russe est ainsi simple. La prise de Kharkiv et d'Odessa est un des objectifs de départ, correspondant à une victoire minimale, la victoire maximale étant la prise de contrôle de l'Ukraine en général.

La ligne maximale est désormais mise de côté, l'Ukraine étant considérée comme ingérable pour longtemps, le but étant désormais de l'affaiblir au maximum.

Il s'agit pour la Russie de reprendre les territoires correspondant de manière élargie à la « Nouvelle Russie » établie par les victoires russes, sous l'impératrice Catherine II, lors des guerres contre l'empire ottoman de 1768 à 1774.

Il y a, bien entendu, en plus de cela, la compréhension d'une confrontation inévitable entre les pays impérialistes ouest-européens et la Russie. Cette dernière aimerait y échapper, afin de gagner du temps pour se renforcer comme puissance impérialiste cette fois tournée vers la Sibérie.

C'est là où on doit se tourner vers la Fondation mondiale de recherche politique, fondée en 2006 avec l'appui du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. On est ainsi dans un producteur idéologique hyperactif, avec une démarche très élaborée.

On est, surtout, dans l'idéologie de « l'eurasisme » qui a pris le dessus en Russie. De manière officielle, le pays abandonne son identité « européenne ».

Cette logique absurde d'une Russie non européenne s'accompagne de tout un mysticisme, qui va du mysticisme pittoresque grossier utilisé de manière quasi moqueuse à des prétentions très sérieuses dans leur argumentaire.

Pour donner un exemple significatif, on trouve dans la revue de la Fondation mondiale de recherche politique, en février 2026, un article de la Française

Raphaëlle Auclert, de l'Université catholique de Vendée, initialement publié sur le site français « Le diplomate ».

Elle y fait l'éloge de Donald Trump comme « viking » des temps modernes, en rappelant la thèse hallucinée du président américain comme lié par sa généalogie au fondateur historique de la Rus' de Kiev !

« Ironie de l'histoire, lors de la première élection de Donald Trump, un généalogiste russe, Alexeï Nilogov, avait établi de manière avérée des liens du sang entre le président américain et Riourik, un Viking du IXème siècle, le premier prince de Novgorod et le fondateur du proto-Etat qui deviendrait la Moscovie puis l'empire russe !

À vrai dire, peu importe que cette filiation soit charnelle ou seulement spirituelle, sa simple existence est pour nous riche d'enseignements. »

C'est terriblement kitsch et d'une bêtise sans nom.

Mais au-delà de cette logique mythologique typique du nationalisme russe, et du caractère vain des Français s'en faisant des valets sans inspiration, il y a du côté de cette Fondation des analyses très sérieuses parallèlement.

Voici des extraits de l'article « Milieu de partie et stratégie pour après-demain ».

Le titre de l'article qui fait allusion au milieu de partie dans une partie d'échecs.

C'est le moment où la stratégie en profondeur ressort et que tout va se jouer.

L'auteur, Sergei A. Karaganov, est une figure académique centrale (Université de Recherche Nationale – École supérieure d'économie de Moscou, Faculté de l'économie mondiale et des affaires internationales) et président honoraire d'un autre *think tank*, un autre laboratoire d'idées : le Conseil sur la politique étrangère et de défense.

Il résume parfaitement ce qu'il faut comprendre de l'orientation stratégique russe.

« La phase actuelle de la guerre menée par l'Occident contre la Russie touche peut-être à sa fin, mais elle a duré plus longtemps qu'elle n'aurait dû.

La Russie a jusqu'à présent manqué de la fermeté nécessaire à une dissuasion nucléaire active, seule solution au « problème européen » qui nous menace à nouveau.

Cependant, l'Opération militaire spéciale (OMS) a stimulé le développement de la Russie. La Russie s'est mobilisée.

Le patriotisme et la fierté nationale ont considérablement augmenté, la valeur du service à la patrie a été reconnue, le peuple fait preuve de ses meilleures qualités, l'économie et la recherche scientifique ont connu un nouvel essor.

Les professions les plus importantes – ingénieurs, scientifiques, officiers, ouvriers qualifiés, médecins et enseignants – ont enfin été reconnues à leur juste valeur. (À l'exception des enseignants, dont il sera question plus loin.)

En attirant sur nous les foudres de l'Occident, nous nous en sommes servis pour saper la bourgeoisie compradore et ses serviteurs au sein de l'intelligentsia. (Les colonialistes portugais ont forgé le terme « comprador » pour désigner les commerçants locaux qui travaillaient pour eux.)

Les réformes des années 1990 ont permis à ce secteur de prendre des proportions alarmantes. Heureusement, le processus d'épuration de la Russie – débarrassée de son influence occidentale, de ses traîtres et des Smerdiakov – a été lancé par le SMO sans répression brutale. »

On a ici le bilan du point de vue des couches dominantes de la Russie. Il est considéré que le pays a largement tenu le choc idéologiquement, que les masses ont accompagné le processus de mise en place de l'intervention militaire contre le régime ukrainien.

Il n'y a pas eu de dissensions, ni de troubles. De plus, la légitimité des institutions en est même sortie renforcée, au motif que la menace extérieure nécessiterait une union générale. À ce titre, la situation nouvelle a même permis de mettre de côté les oligarques, qui sont présentés comme des bourgeois compradors.

Le concept est emprunté au maoïsme et désigne des capitalistes qui s'enrichissent en tant qu'intermédiaires locaux pour les puissances étrangères.

Sergei A. Karaganov prétend donc que la Russie a gagné en unité et en indépendance. Il masque ici toutefois le fait que la dépendance à la Chine est devenue particulièrement marquante. La Russie est désormais satellisée par la Chine et, en quelque sorte, Sergei A. Karaganov est un porte-parole de cette situation, qu'il reflète et qu'il souhaite.

« Quelques souvenirs personnels. En 2013, j'ai de nouveau mis en garde (avec beaucoup plus de fermeté qu'auparavant) un groupe de dirigeants européens : l'intégration de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN entraînerait la guerre et des millions de morts.

Je me souviens très bien qu'ils n'osaient pas me regarder dans les yeux, préférant fixer le sol (...).

Il existe en Ukraine de nombreuses personnes, principalement dans ses régions orientales et méridionales, que l'on peut considérer comme un peuple apparenté.

Mais le cœur de la population ukrainienne – surtout à l'ouest du Dniepr – est un peuple différent.

Il possède une histoire différente, des codes culturels différents et une forte orientation anti-russe, cultivée par les Austro-Hongrois, les Polonais, puis d'autres pays occidentaux, qui ont finalement dressé les Ukrainiens contre la Russie.

Nous avons besoin d'une certaine distance vis-à-vis des maux ukrainiens et européens, et devons tracer et suivre notre propre voie vers un développement sain et équilibré. »

Cette thèse est d'une importance capitale.

Elle remet en cause l'idéologie de « l'opération militaire spéciale », dans la mesure où il avait été affirmé que les Russes et les Ukrainiens ne forment qu'un seul et même peuple.

Sergei A. Karaganov affirme qu'il est trop tard pour récupérer l'Ukraine, bien qu'il ne le dise pas ainsi. Il affirme simplement que la partie occidentale de l'Ukraine a été trop profondément contaminée par l'idéologie anti-Russie.

Il élargit ainsi la zone géographique concernée, car au sens strict on ne parle normalement que de l'extrême-ouest du pays, la région autour de Lviv, qui était sous domination austro-hongroise et polonaise.

Sergei A. Karaganov assimile désormais cette petite partie isolée à l'histoire à part à l'ensemble de l'Ukraine occidentale. C'est un aveu de faiblesse et de défaite.

C'est une reconnaissance que le nationalisme ukrainien né tout à l'ouest a tellement réussi à prendre le contrôle de l'appareil d'État du

régime ukrainien que plus rien n'est vraiment récupérable.

En pratique, le nationalisme russe, avec son unilatéralisme, a massacré les liens russo-ukrainiens en faisant le jeu du nationalisme ukrainien. Ce sont les masses qui ont perdu dans l'histoire, bien entendu.

Sergei A. Karaganov exprime donc le point de vue des tenants du repli eurasien : il faut couper les ponts avec l'Europe, il ne faut pas avoir d'illusions sur l'Ukraine, il faut établir une barrière la plus solide possible à l'ouest de la Russie.

C'est la ligne du repli asiatique. Cela représente une profonde modification par rapport à la ligne précédente, qui se définissait comme « eurasienne ».

Et si on regarde le discours idéologique dominant en Russie, il y a déjà l'affirmation du caractère asiatique de la Russie, le rejet d'un rapport historique à l'Europe.

L'Ouest est présenté comme une source de dangers, l'Est comme un abri pour le pays.

« Aujourd'hui, nous gagnons la guerre, mais nous continuons de répondre de manière timide à des agressions ouvertes telles que les spoliations de nos navires, les menaces de fermeture des détroits, les tentatives d'instauration d'un blocus économique, les attaques contre les terminaux pétroliers et les attaques (encouragées, ou du moins soutenues secrètement, par l'élite européenne) contre nos pétroliers.

Nous répondons à ces provocations et à d'autres similaires, ainsi qu'aux attaques contre nos villes, par des bombardements intensifiés de cibles en Ukraine.

Mais cela ne résoudra pas le problème. L'Ukraine a été délibérément jetée dans le brasier de la guerre afin que les flammes nous consomment. Le peuple ukrainien ne compte pour rien aux yeux des Européens.

Et cette guerre se poursuivra, avec une intensité plus ou moins grande, jusqu'à l'élimination de sa source, et de la source de tous les conflits : l'élite européenne, qui se dégrade intellectuellement, moralement et matériellement.

Afin d'empêcher l'effondrement inévitable du statu quo qui leur est cher, ils fomentent la guerre sur le sous-continent, refusant de comprendre qu'ils risquent de le détruire.

Nous n'avons pas encore anéanti, comme nous l'avons fait en 1812-1815 et 1941-1945, la coalition hostile qui nous fait face, ni brisé sa volonté d'agression.

Le combat est entré dans sa phase intermédiaire : le milieu de partie, pour reprendre une métaphore échiquéenne.

Les vestiges de l'Ukraine, soutenus par l'Occident, continueront de semer l'instabilité et le terrorisme, quoique avec une intensité moindre. La guerre économique menée contre nous ne cessera pas.

Même sous une nouvelle couche de peinture, le régime ukrainien actuel, ultranationaliste et compradorial (en substance nazi), conservera vraisemblablement des capacités militaires considérables, bénéficiant d'un soutien plus ou moins important de l'UE.

Nous devons répondre militairement aux inévitables provocations et à toute violation d'accords. Nous serons très certainement accusés d'agression et de violation des accords de paix.

En réalité, une aggression ouverte contre nous reprendra probablement. La plupart des sanctions resteront en vigueur. »

La chose est entendue : même s'il y a un armistice ou un accord de paix, immanquablement le nationalisme ukrainien conjugué aux appétits européens aboutira à un nouveau choc contre la Russie. Aucun retour en arrière n'est de toute façon possible et il n'y a pas lieu d'attendre un arrêt des sanctions.

Tout cela est on ne peut plus clair et, somme toute, cela ne présente rien d'original, si on omet de voir que Sergei A. Karaganov parle des élites européennes.

Il les présente comme des ennemis de par leur orientation, ainsi que de par leur nature décadente.

Cela veut dire, bien entendu, qu'il est appelé au remplacement de « l'élite européenne ». Ce qui, bien entendu, n'a aucun sens pour deux raisons.

Tout d'abord, la tendance à la guerre ne repose pas sur « l'élite européenne », mais sur le capitalisme passant au stade impérialiste de guerre de repartage du monde.

Ce phénomène est indépendant de « l'élite européenne ».

Ensuite, il n'est pas possible de remplacer une « élite » dans des pays capitalistes qui ont largement ancré leurs institutions dans leurs sociétés.

Que ce soit le personnel politique, les cadres de l'armée, l'appareil d'État, les lois et les normes... tout a été façonné de telle manière à s'insérer dans la guerre future contre la Russie.

Aucune « révolution de palais » n'est possible.

Ici, Sergei A. Karaganov exprime en fait le point de vue monopoliste à la russe, où le changement de la faction dominante modifie, en effet, l'orientation générale.

C'est dû au centralisme historique du capitalisme russe depuis le capitalisme monopoliste d'État du social-impérialisme soviétique, lui-même ayant renversé de l'intérieur le pouvoir socialiste en URSS en 1953.

« Mais notre stratégie dans cette guerre devra être fondamentalement différente de celle que nous menons actuellement.

Le retrait progressif des États-Unis d'Europe, et leur sortie totale du conflit, devront être facilités par une dissuasion ferme et par la destruction de l'élite européenne actuelle (qui s'accroche désespérément à son pouvoir déclinant en incitant à l'hostilité envers la Russie, en trompant son propre peuple et en aggravant le conflit).

L'élite européenne ne pourra être stoppée qu'en démontrant notre réelle capacité à mener des frappes (initialement conventionnelles) contre les centres de contrôle, les infrastructures critiques et les bases militaires des pays européens jouant un rôle clé dans la préparation et l'exécution d'opérations militaires contre la Russie.

Les lieux de résidence et de travail de ces élites (y compris celles des puissances nucléaires) devront figurer parmi les cibles prioritaires. Il est temps que leurs capitales reprennent leurs esprits.

Si les frappes conventionnelles restent sans effet et que l'Europe ne capitule pas, ou du moins ne recule pas, nous devons être pleinement préparés (militairement et, surtout, politiquement et psychologiquement) à lancer des frappes de représailles limitées (mais suffisantes pour avoir un impact politique) avec des armes nucléaires stratégiques.

Nos forces nucléaires, tant stratégiques que non stratégiques, devront être développées en conséquence.

Naturellement, les frappes nucléaires devront être précédées de plusieurs salves de missiles tactiques conventionnels. »

Sergei A. Karaganov prône ici la ligne dure. Celle-ci consiste à dire, et cela a déjà été expliqué dans *Crise*, que la Russie doit terminer la guerre en n'hésitant pas dans l'utilisation d'armes nucléaires tactiques.

Il ne le dit pas ainsi, il participe aux rodomontades russes : on va bombarder Londres, Paris, Bruxelles, etc. Mais en réalité,

le principe sera d'acter la cassure avec l'Europe en frappant à la frontière occidentale de la Russie, comme signe de détermination et afin de provoquer une onde de choc idéologique et psychologique.

La Russie doit être précipitée dans la zone asiatique et il faut que les événements empêchent tout retour en arrière.

« Même si nous parvenons à vaincre l'Europe de manière stratégique, la majeure partie de celle-ci continuera de sombrer dans la stagnation, les inégalités et les tensions sociales, et donc dans des formes de fascisme d'extrême droite et d'extrême gauche.

La dissolution de l'UE et le retrait des États-Unis ramèneront les Européens à leur rôle historique de générateurs de guerres, d'instabilité et autres catastrophes – mais, heureusement, pas au colonialisme, car ils n'auront pas la force nécessaire dans le nouveau monde.

L'Ukraine, espérons-le, fut leur dernière tentative d'annexion.

Quel que soit le cours des événements, un isolement sélectif de l'Europe sera nécessaire dans les décennies à venir. Le commerce pourrait être partiellement rétabli, si possible, mais sans les espoirs initiaux.

Nous ne devons en aucun cas céder aux appels probables (y compris au sein de notre pays) à reprendre le débat sur un système de sécurité européen.

Je réitère une réflexion déplaisante déjà exprimée dans des articles précédents : aujourd'hui, l'obsession persistante de l'Europe est un signe de limitation intellectuelle, voire d'impureté morale.

Tout système de sécurité et de développement n'est possible que dans le cadre de la Grande Eurasie. »

Sergei A. Karaganov parle d'Eurasie, mais en réalité il ne parle que de l'Asie.

Il représente les intérêts de la superpuissance chinoise ; il est le porte-parole de la faction dominante en Russie actuellement, qui considère que l'unique moyen de ne pas être mangé par les impérialismes européens, c'est de s'aligner sur la Chine et de profiter de la

tentative de celle-ci d'arracher l'hégémonie à la superpuissance américaine.

Dans tous les cas, il faut considérer l'alliance sino-russe comme établie ; cela a déjà été exposé dans *Crise* : il serait ridicule de considérer que la Russie a déclenché son « opération militaire spéciale » contre l'Ukraine sans s'être au préalable entendue avec la Chine.

« Une coopération économique sélective avec les États-Unis serait bénéfique, mais il faut, là encore, rester lucide.

L'ancienne puissance hégémonique mondiale cherche à déstabiliser les régions d'où elle se retire, attisant subrepticement les tensions autour de Taïwan, du Moyen-Orient, de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Europe.

Elle instrumentalise les liens économiques à une échelle historiquement inédite pour exercer des pressions (même en évoquant une trêve) et mener des guerres.

Elle souhaite rétablir partiellement ses relations avec la Russie uniquement pour affaiblir notre alliance avec la Chine.

Nous devrions peut-être tirer parti de cet intérêt, car la diversification des liens économiques est avantageuse, mais avec la plus grande prudence et sans risquer de refroidir nos relations avec Pékin. »

Tout cela est bien joli, mais cela ne représente pas en soi quelque chose de nouveau. C'est là où Sergei A. Karaganov cherche à se faire le théoricien de la nouvelle situation.

Son but est de synthétiser l'ensemble des idéologies qui ont émergé avec « l'opération

militaire spéciale », ainsi que celles y ayant conduit.

Il cherche à combiner dans une idéologie « communautaire » le traditionalisme orthodoxe, l'esprit impérial russe, l'idéologie nationale-révolutionnaire, la nostalgie de l'URSS, l'esprit capitaliste...

« Avant toute chose, il convient d'accorder une importance accrue à l'éducation, et plus particulièrement à l'épanouissement des enfants et des adultes.

Écoles, universités et médias dans leur ensemble doivent former des citoyens patriotiques et créatifs.

Le déficit démographique doit être comblé par des mesures visant à accroître la fécondité, l'espérance de vie et la santé, mais la pénurie de main-d'œuvre doit également être compensée par une amélioration de sa qualité.

À l'instar des médecins et des militaires, les enseignants doivent bénéficier d'une rémunération décente.

Ils doivent être prêts à perfectionner leurs compétences afin de former et d'éduquer des citoyens patriotiques, créatifs et éclairés. L'intelligence artificielle doit développer, et non remplacer, l'intelligence naturelle.

Nous devons suivre une voie opposée à celle de l'Occident, qui encourage délibérément la corruption et l'abêtissement de ses populations.

Une attention particulière doit être portée à la promotion du respect et de l'amour de la nature et de notre patrie. Nous devons trouver, au plus vite, les moyens de nous affranchir du modèle capitaliste actuel, qui déshumanise les individus et les sociétés.

La civilisation moderne, y compris sa composante numérique, sape l'essence même de l'homme, le réduisant à un appendice mécanique qui consomme des biens matériels et des informations superflues, incapable d'entreprendre une action significative.

Si cette approche n'est pas remplacée par une stratégie bien conçue, elle menace de détruire ce qu'il y a d'humain en l'homme, puis l'humanité tout entière, même sans guerre thermonucléaire mondiale.

Le changement climatique aura le même effet s'il n'est pas contré par une stratégie proactive de développement et d'adaptation.

Le capitalisme actuel, dépourvu de toute norme éthique, réduit l'être humain à l'état d'instrument d'un ordinateur, exacerbe les inégalités et le changement climatique et, surtout, dévalorise la vie humaine.

Ce sont là des défis majeurs qui doivent être reconnus et combattus avec vigueur. »

Tout cela n'est bien entendu possible – en admettant même qu'une telle fantasmagorie communautaire puisse l'être – qu'à la condition que la Russie parvienne réellement à se transformer en forteresse orientale.

En tout état de cause, il faut considérer que Sergei A. Karaganov cherche à établir un mythe mobilisateur.

Ce qu'il vise, c'est à construire une synthèse idéologico-politique qui soit en mesure, par sa prétention sociale, de fournir un nouveau cadre juridique et institutionnel à la Russie désormais asiatique.

Car il faut bien comprendre que le projet d'isolement « asiatique » de la Russie implique une transformation généralisée du pays.

C'est là où les commentateurs bourgeois occidentaux font une erreur absolue. Ils s'imaginent que la Russie veut reconstituer l'URSS, annexer des territoires à l'ouest de son territoire.

En réalité, elle veut faire précisément le contraire.

Naturellement, il y a une part de propagande dans la dénonciation de la volonté de reconstitution d'un empire par la Russie.

Néanmoins, il y a également le plus souvent, voire dans quasiment tous les cas, une incompréhension complète de la vision du monde des couches dominantes russes, et en particulier de la faction qui a l'hégémonie depuis le déclenchement de « l'opération militaire spéciale ».

« Nous avons besoin d'une plateforme idéologique soutenue par l'État pour l'humanité et la nation.

Ce sera aussi notre message au monde. Une telle plateforme devrait être fondée sur le service du bien commun et s'adresser à celles et ceux qui sont prêts à servir et à rechercher la reconnaissance pour leur engagement.

Cela n'inclut pas l'ensemble de la société ; être un citoyen honnête et respectueux des lois est acceptable, voire honorable, mais les postes de responsabilité devraient être occupés par des personnes actives, dotées d'un sens civique aigu.

Plutôt que le terme « idéologie » et ses diverses connotations, nous appelons cette plateforme « L'Idée rêvée de la Russie ». Sa présentation a suscité des débats et une volonté d'autodétermination dans tout le pays et la société.

Nombreux sont ceux qui parviennent à des réponses similaires aux nôtres. L'une d'elles a été proposée par un groupe de scientifiques et de penseurs, principalement de Saint-Petersbourg, sous la direction de Victor Yefimov.

Il s'agit de l'« Écosystème de la Création ».

À l'instar de notre plateforme, il vise non seulement à préserver l'humanité et la biosphère dans notre patrie, mais offre également un modèle de développement alternatif – probablement le seul raisonnable – pour la majorité de l'humanité.

Une Russie qui n'a rien à offrir au monde ne peut être la Grande Russie.

Et maintenant, un sujet qui me tient particulièrement à cœur : **la nécessité de déplacer le centre de développement spirituel, culturel, économique et démographique de la Russie vers l'est, en Sibérie.**

Aujourd'hui encore, cette terre magnifique, mais peu peuplée et à peine explorée, représente notre avenir. **Nous avons baptisé notre stratégie la « Sibérisation de la Russie », ou le « Tournant vers l'Est 2.0 ».**

Le changement climatique étend la zone de vie confortable dans un environnement certes rude, mais splendide.

Une nouvelle stratégie russe des transports, que nous élaborons en collaboration avec d'autres pays, doit contribuer à cette sibérisation.

L'un de ses principes fondamentaux est que les routes ne suivent pas les populations, mais les guident.

L'accent est mis tout particulièrement sur les axes de transport Nord-Sud, reliant la Route maritime du Nord à l'Asie en plein essor (et à l'Afrique au-delà), et favorisant le développement tout au long de ces axes.

En Sibérie et en Russie asiatique, nous devons lancer une nouvelle politique d'urbanisation axée sur l'humain, conçue pour accélérer la croissance démographique en créant des villes et des banlieues basses, principalement en bois (bien mieux adaptées à la vie familiale et créative), regroupées autour de grands centres scientifiques, culturels et industriels et le long des voies de transport existantes. »

On a là un projet d'une immense ampleur, qui est naturellement impossible à mettre en œuvre par le capitalisme russe. L'espoir ici, ce n'est pas moins que de profiter de l'effondrement de l'hégémonie occidentale sur le monde pour totalement renverser le centre de gravité de la Russie.

La Sibérie, profitant du réchauffement climatique, est appelée à prendre la place de la partie occidentale du pays où il y a Moscou et Saint-Petersbourg.

C'est une ambition démesurée, qui reflète les mentalités de la faction dominante dans l'État russe.

« Il va sans dire qu'il faudra reconstruire une partie des logements détruits et assurer des conditions de vie normales dans les régions libérées ou proches du front. Mais l'avenir est incertain à l'Ouest, où l'instabilité et les menaces diverses continueront de se propager pendant de nombreuses années.

C'est pourquoi il est essentiel d'attirer une partie des populations des régions touchées, ainsi que les anciens combattants de l'opération [militaire spéciale] SMO, vers de nouvelles villes à l'est de l'Oural, où la vie devrait être encore plus confortable qu'en Russie centrale.

Le renouvellement de la classe dirigeante est plus urgent que jamais, tout comme la réalisation des mégaprojets de construction des infrastructures de transport et des villes du futur.

Une nouvelle stratégie de transport pour la Russie asiatique, incluant la possible création d'une flotte de dirigeables, le réaménagement des grands fleuves sibériens et la construction de villes et de banlieues modernes, peut paraître aujourd'hui inconcevable.

Mais presque tout est possible pour un peuple dont les ancêtres, aux XVI^e et XVII^e siècles, n'ont mis que 60 à 70 ans pour rallier l'Oural au Kamtchatka, ont construit le Transsibérien en 25 ans (1891-1916) et ont remporté la Grande Guerre patriotique.

La Sibérie possède le meilleur capital humain de Russie, mais il faut le multiplier.

Cela exige une stratégie juste et tournée vers l'avenir, ainsi qu'une volonté politique forte.

L'histoire russe regorge d'exemples en ce sens ; ils ont simplement été oubliés ces cinquante dernières années.

Mais l'esprit russe commence à renaître.

Son développement futur repose sur la sibérisation, la mise en place d'une nouvelle économie post-capitaliste, un renouveau idéologique et spirituel, la construction de nouvelles voies de transport et la création de villes et de banlieues propices à la vie familiale. »

Sergei A. Karaganov ne décide pas à lui tout seul de la ligne de la Russie. Qui plus est, il n'y a pas du tout les moyens de

transplanter la partie active du pays en Sibérie.

Il va pourtant de soi qu'une telle affirmation idéologique est très lourde de conséquences.

Le fait même qu'elle puisse exister reflète un réel mouvement de fond en Russie. Il ne peut pas en être autrement : dans un autre cas de figure, une telle hypothèse de « repli stratégique » aurait été sévèrement condamnée.

Il ne s'agit pas du tout ici de faire de la géopolitique. Ce dont il s'agit, c'est de comprendre la tendance mondiale à la guerre et la place que prend la Russie.

Et ce qui est clair, c'est que la Russie ne prétend pas être en mesure de « récupérer » les territoires de l'ex-URSS. Ce qui compte pour elle, c'est jouer sur l'identité russe pour établir une sorte de glacis, son orientation stratégique étant d'échapper à la guerre de repartage du monde.

C'est clairement le pari de Vladimir Poutine. Tirer les premiers pour souffrir en premier, mais donc souffrir moins que tous ceux qui arrivent derrière et qui partent avec retard. ■

« La crise du covid-19 correspond à l'ouverture d'une nouvelle période : celle de l'irréversible déclin du mode de production capitaliste.

Dans sa source même, la crise du covid-19 montre que la contradiction entre les villes et les campagnes est explosive. La nature est bouleversée par les assauts du mode de production capitaliste, qui cherche par tous les moyens à trouver des moyens de se développer.

Ce qui découle de la crise du covid-19 établit également qu'on est rentré dans le moment où le mode de production capitaliste fait face à une insurmontable crise d'une double nature, avec la surproduction de capital répondant à la surproduction de marchandises, et inversement.

« CRISE » va désormais s'atteler à analyser les modalités de ce qu'on doit appeler la seconde crise générale du mode de production capitaliste. »

éditorial du premier numéro de *Crise*